

L'agence Tass dénonce
les « révisionnistes »
dans le P.C. polonais

LIRE PAGE 32

Le Monde

Fondateur : Hubert Beuve-Méry

Directeur : Jacques Fauvet

2,80 F

Algérie, 2 DA ; Maroc, 2,30 dir. ; Tunisie, 220 m. ; Allemagne, 1,40 DM ; Autriche, 14 sch. ; Belgique, 20 fr. ; Canada, \$ 1,10 ; Côte d'Ivoire, 265 F CFA ; Danemark, 6 kr. ; Espagne, 60 pes. ; G.-B., 35 p. ; Grèce, 40 dr. ; Iran, 125 ris. ; Irlande, 55 p. ; Italie, 800 l. ; Liban, 325 p. ; Luxembourg, 20 f. ; Norvège, 4,25 kr. ; Pays-Bas, 1,50 fl. ; Portugal, 40 esc. ; Sénégal, 240 F CFA ; Suède, 4 kr. ; Suisse, 1,30 F ; E.U., 95 cents ; Yougoslavie, 36 din.

Tarif des abonnements page 14

5, RUE DES ITALIENS
75427 PARIS CEDEX 09
C. C. P. 4207 - 23 PARIS
Tél. Paris n° 650512

Tél. : 246-72-23

Le premier tour de scrutin recrée les conditions d'un duel serré entre M. Giscard d'Estaing et M. Mitterrand

Et l'eurocommunisme ?

Il est vain d'attendre de l'étranger des commentaires rapides et substantiels après le premier tour d'une élection présidentielle ou législative. Les observateurs de la presse mondiale et même européenne ont d'autant plus de mal à s'y reconnaître que le résultat final est suspendu, presque toujours incertain et que le système majoritaire à deux tours paraît rébarbatif à leurs lecteurs.

Qu'il s'agisse en effet des pays anglo-saxons, adeptes du scrutin uninominal à un seul tour, ou des pays latins habitués de la proportionnelle, aucun des grands Etats ne pratique le système français.

Les chances de M. Giscard d'Estaing de se maintenir au pouvoir étant en l'état actuel des choses trop incertaines pour susciter autre chose que de hasardeuses supputations, le seul fait qui se dégage clairement du scrutin est le recul du parti communiste. Ce recul est-il durable et de nature à modifier le paysage politique non seulement français mais européen ? Faut-il y voir un avatar supplémentaire de cet « eurocommunisme » dont la notion même a été contestée avant d'avoir été définie ?

Les exégèses ne manqueront pas, tant en France que dans les pays voisins, mais l'on peut déjà observer que le succès ou l'échec électoral des P.C. européens est moins affaire de « ligne » que de constance dans son application et d'organisation sur le terrain. Un parti aussi sectaire et « orthodoxe » dans son prosélytisme que le P.C. portugais reste isolé sur l'échiquier politique de son pays, mais cela ne l'a pas empêché de progresser de 16,6 % des suffrages aux élections législatives de 1976 à 19 % en 1979, quitte à retomber à quelque 17 % en octobre 1980.

Le parti italien paie encore l'échec de sa stratégie du compromis historique qui l'a ramené de 34,4 % des voix en 1976 à 30,4 % en 1979. Mais il reste un « super grand » et l'on attend avec curiosité les commentaires de l'Unità, qui s'était montrée très discrète tout au long de la campagne sur l'entreprise des camarades français. Ce n'est un secret pour personne que les positions prises par le P.C.F. sur le problème des émigrés par exemple, n'avaient pas les faveurs de M. Berlinguer.

Quant aux tentatives des communistes espagnols de conquérir les sympathies par une politique d'ouverture, elles n'ont jamais valu qu'un succès modeste à leur parti, qui plafonne aux alentours de 10 % des suffrages et voit en outre sa ligne contestée par sa « filiale » de Catalogne, laquelle peut compter, elle, sur 19 % des électeurs.

Ces exemples confirment que l'orthodoxie marxiste - léniniste, la fidélité ou non à Moscou pèsent moins que ce que l'on suppose généralement sur le plan local.

Lire page 3 :

Partis dominants
et forces d'appoint
par ANDRÉ LAURENS

Lire page 6 :

Le recul du P.C.F.
par PATRICK JARREAU.

Lire page 48 :

Le second tour,
vu de la rue de Marignan
et de la rue de Tilsitt.
par NOËL-JEAN BERGEROUX
et ANDRÉ PASSERON.

- Face à la progression du P.S., le comité central du P.C. tire les leçons du grave échec de M. Marchais
- Sans donner de consignes à ses électeurs, M. Chirac annonce qu'il votera « à titre personnel » pour le président sortant

MM. Giscard d'Estaing (28,21 % des suffrages exprimés) et Mitterrand (25,90 %) sont arrivés en tête des dix candidats du premier tour de l'élection présidentielle.

Plus que ce résultat attendu, c'est le recul général et important de l'électorat communiste qui caractérise le scrutin du 26 avril. Avec 15,42 % des suffrages exprimés, M. Georges Marchais se situe au plus bas niveau de l'audience du parti communiste en France depuis le Front populaire de 1936. Le secrétaire général du P.C.F. a mis en cause « les efforts conjugués de la droite et du parti socialiste » pour détourner les électeurs du vote communiste, et a indiqué que le comité central du parti, convoqué mardi 28 avril, fixerait les conditions dans lesquelles serait poursuivie « la lutte engagée depuis le début de la campagne ». M. Juquin a précisé, lundi, que l'exigence d'une participation communiste à un éventuel gouvernement de gauche reste entière.

« Le combat continue », a déclaré M. François Mitterrand en se félicitant du succès remporté avec plus de sept millions de voix au premier tour. L'état-major du candidat socialiste s'est réuni lundi, précédant la réunion, mardi, du comité directeur et des secrétaires fédéraux du P.S., qui doit arrêter la marche à suivre jusqu'au second tour.

Mlle Arlette Laguiller, Lutte ouvrière

(2,30 %). Mme Huguette Bouchardeau, P.S.U. (1,10 %) et M. Michel Crépeau, M.R.G. (2,21 %) ont confirmé leur désistement au profit du candidat socialiste.

Dans la majorité, M. Giscard d'Estaing, qui est reparti en campagne dès lundi à Dijon et à Dole, après avoir réuni son état-major, s'est déclaré prêt à représenter « sans exclusive ni manœuvres » tous ceux qui « refusent la bureaucratie et le marxisme ». Le président sortant, qui a prévu de participer le 3 mai à un grand meeting à Paris, souhaite affronter M. Mitterrand au cours de deux débats télévisés.

M. Jacques Chirac (17,95 %) a indiqué, lundi matin, qu'« à titre personnel » il ne pouvait « que voter pour M. Giscard d'Estaing », mais il a précisé que ses électeurs du premier tour devraient se déterminer le 10 mai « selon leur conscience ». Le bureau du groupe parlementaire du R.P.R. se réunit mardi. Mme Garaud (1,32 %) fera connaître sa position le vendredi précédant le deuxième tour de scrutin. M. Debré (1,66 %) réunit mardi le comité politique permanent de son comité de soutien.

M. Brice Lalonde (3,88 %) laisse à ses électeurs le soin de se prononcer à partir des engagements pris par les deux candidats sur les douze mesures d'urgence réclamées par les écologistes. Si l'on ne tient pas compte de cette fraction de l'électorat, l'en-

semble de la gauche représentée, le 26 avril, 46,95 % des suffrages exprimés, et la majorité 49,16 %.

Il y a eu, le 26 avril, 18,91 % d'abstentions contre 15,77 % le 5 mai 1974.

Dans les milieux syndicaux, la satisfaction de la C.F.D.T. et de la FEN tranche sur l'embarras de la C.G.T. dont l'état-major a eu quelque mal, semble-t-il, à élaborer un communiqué, insistant sur « les moyens indispensables au vrai changement » et rappelant la réunion de la commission exécutive le 29 avril, à l'issue de laquelle sera connue la position de la centrale. A l'inverse, la C.F.D.T., par la voix de M. Edmond Maire, estime que « l'élection de François Mitterrand le 10 mai doit permettre de s'engager dans la voie du changement ». La C.F.T.C., F.O. et la C.G.C. ne prendront pas position entre les deux tours.

Dans les milieux patronaux, M. Bernasconi, président de la C.G.P.M.E., a déclaré : « Compte tenu des orientations que le parti communiste a eues à l'égard des P.M.E. pendant la campagne du premier tour, le choix (de ces derniers) est maintenant facile à définir ».

A la Bourse de Paris, une certaine déception s'est fait jour, les cours accusant un recul de 1,9 % environ après avoir gagné 4 % la semaine précédente.

	MÉTROPOLE			OUTRE-MER			TOTAL		
INSCRITS	35 517 816			728 441			36 246 257		
VOTANTS	28 998 497 (81,64 %)			392 260 (53,84 %)			29 390 757 (81,08 %)		
ABSTENTIONS	6 519 319 (18,35 %)			336 181 (46,15 %)			6 855 500 (18,91 %)		
BLANCS OU NULS	480 837 (1,35 %)			8 893 (1,22 %)			489 732 (1,35 %)		
EXPRIMES	28 517 660			383 363			28 901 023		
Candidats	Nombre de voix obtenues	(%) Suff. expr.	(%) Inscrits	Nombre de voix obtenues	(%) Suff. expr.	(%) Inscrits	Nombre de voix obtenues	(%) Suff. expr.	(%) Inscrits
GISCARD D'ESTAING	7 933 963	27,82	22,33	221 334	57,73	30,39	8 155 297	28,21	22,49
MITTERRAND	7 439 577	26,08	20,94	46 299	12,07	6,35	7 485 876	25,90	20,65
CHIRAC	5 141 063	18,02	14,47	47 091	12,28	6,46	5 188 154	17,95	14,31
MARCHAIS	4 415 028	15,48	12,43	41 836	10,91	5,74	4 456 864	15,42	12,29
LALONDE	1 118 885	3,92	3,15	3 560	0,92	0,48	1 122 445	3,88	3,09
LAGUILLER	661 523	2,31	1,86	5 534	1,44	0,75	667 057	2,30	1,84
CREPEAU	639 238	2,24	1,79	2 118	0,55	0,29	641 356	2,21	1,76
DEBRÉ	469 249	1,64	1,32	11 280	2,94	1,54	480 529	1,66	1,32
GARAUD	380 815	1,33	1,07	3 007	0,78	0,41	383 822	1,32	1,05
BOUCHARDEAU	318 319	1,11	0,89	1 306	0,34	0,17	319 625	1,10	0,88

Nous donnons ci-dessus les résultats tels que nous les avons établis à partir des renseignements qui nous ont été communiqués par nos correspondants au cours de la nuit du 26 et au 27 avril, à l'exception de ceux de la Polynésie française et des Français de l'étranger.

Jacques Attali Analyse économique de la vie politique



Collection Quadrige puf

Les livres des Puf questionnent le monde.

Bouleversements

par RAYMOND BARRILLON

Depuis bien longtemps déjà, c'est-à-dire depuis le divorce entre M. Giscard d'Estaing et M. Chirac en août 1976, et depuis la rupture de l'union de la gauche en septembre 1977, on était fondé à penser que la quatrième élection du président de la République au suffrage universel ne ressemblerait à aucune des trois précédentes.

Nul ne pouvait cependant pronostiquer, et aucun sondage, ni aucun politologue n'avait pu prévoir, que la consultation du

26 avril 1981 mettrait en lumière non pas des évolutions, mais bel et bien des bouleversements qui affectent l'un et l'autre de deux camps autrefois étroitement unis.

A l'issue du premier tour, M. Giscard d'Estaing dispose d'un potentiel de voix « majoritaires » qui s'élève théoriquement à 49,16 %, si l'on additionne ses propres suffrages et ceux de M. Chirac, de M. Debré et de Mme Garaud (14 207 802 sur 28 901 025 exprimés).

Le tout est évidemment de savoir si le président sortant, personnellement affaibli (28,21 % des suffrages exprimés au lieu de 32,60 % le 5 mai 1974), peut escompter le ralliement massif des suffrages « gaulliens-pompidouens ». Une remarquable étude intitulée *France de gauche vote à droite* (1) avait montré qu'en 1978 les électeurs gaullistes et giscardiens avaient tendance à se diversifier sociologiquement, mais demeuraient profondément solidaires des que les choix fondamentaux étaient en cause.

(Lire la suite page 3.)

AU JOUR LE JOUR

Trois contre sept

D'accord, elles n'étaient que trois et ils étaient sept à se présenter. Il n'empêche qu'en voyant le résultat global du premier tour : femmes, 4,75 % ; hommes, 95,25 %, on se dit que l'égalité entre les hommes et les femmes demeure sûrement un bon thème électoral, à défaut d'être devenue une réalité.

MICHEL CASTE.

Dès les premières estimations, les socialistes sur les deux thèmes étroitement liés de la participation de ministres communistes et du choix de société. Pendant quinze jours, ils enfonceront ce clou dans la tête d'électeurs centristes et plus encore chiraquiens, naturellement tentés de battre par tous les moyens le président sortant. Un membre du gouvernement a même été jusqu'à dire que le choix du second tour serait entre le collectivisme et la liberté. Pourquoi pas entre le fascisme et la liberté puisque les mots n'ont plus aucun sens ?

Parie-t-on alors du projet socialiste ? S'il comprend effectivement plus de nationalisations que l'économie française ne pourrait en supporter, il ne saurait conduire au collectivisme, et sa stricte application se heurterait au refus des radicaux de gauche sans lesquels, on l'oublie trop souvent, la gauche ne peut l'emporter ni à l'élection présidentielle ni aux élections législatives qui suivraient la dissolution.

Si l'élection de M. Mitterrand dépend essentiellement du report des voix communistes, celle de M. Giscard d'Estaing dépend du transfert des suffrages obtenus par M. Chirac. La réélection du président sortant réduirait de toute évidence la portée du relatif succès du maire de Paris, qui a réussi à justifier la raison d'être et à sauver l'avenir du R.P.R.

J. F.

(Lire la suite page 3.)

Les déclarations des candidats...

M. GISCARD D'ESTAING : je représenterai tous ceux qui rejettent la bureaucratie et le marxisme.

« Par leur vote d'aujourd'hui, les Français et les Françaises m'ont placé en tête des dix candidats à la présidence de la République. Je suis profondément touché et heureux de cette marque de confiance.

« Je remercie toutes celles et tous ceux qui ont voté pour moi. Le 10 mai, chacun des dix candidats qui demeurent désormais en lice rassemblera nécessairement des voix qui ne se sont pas portées sur lui au premier tour.

« Pour l'essentiel, M. Mitterrand a besoin des voix communistes. Pour moi, je représenterai dans le respect de leur personnalité, et sans exclusive ni rancune comme je l'ai dit vendredi dernier, les autres familles démocratiques, c'est-à-dire toutes celles qui rejettent la bureaucratie et le marxisme.

« Je le ferai en tenant compte des préoccupations qui se sont exprimées au cours de ces dernières semaines. Demain soir, à Dijon, je commencerai à développer les thèmes de ma campagne au second tour : une société de liberté et de responsabilité, une société plus juste et plus unie, une nation forte et paisible, une société d'espoir pour la France.

M. MITTERRAND : que nul ne relâche son effort.

« Je remercie du fond du cœur les sept millions et davantage encore de Français et de Françaises qui m'ont fait confiance en ce jour important pour la France et pour la République. Et l'on comprendra que j'ajoute l'expression particulière de ma gratitude aux socialistes, mes amis.

« Mais le combat continue. Il

M. CHIRAC : les idées auxquelles je crois l'emporteront un jour.

« Plus de cinq millions de Français et de Françaises m'ont apporté aujourd'hui suffrages. Je les en remercie du fond du cœur. Je les en remercie tout d'abord parce que leur confiance me donne la force et l'espoir. Elle me sera précieuse pour continuer à défendre les idées auxquelles je crois et qui, un jour, je le sais, l'emporteront. Nous ne construirons pas, en effet, l'avenir les yeux tournés vers le passé.

« Je les en remercie aussi pour

M. MARCHAIS : poursuivre la même lutte.

« Je tiens avant toute chose à remercier toutes les électrices et les électeurs, près de cinq millions, qui, en votant communiste, ont exprimé clairement leur volonté de changer vraiment.

« Dès le début de cette campagne électorale, nous avons nous-même souligné que l'élection présidentielle constituait par son caractère même une bataille particulièrement difficile pour le candidat communiste.

« Cette difficulté a été considérablement accentuée en raison de l'action convergente de tous les autres candidats pour escamoter les conditions réelles du changement, pour empêcher les Français et les Françaises de choisir librement une politique nouvelle, pour restreindre le vote à un choix entre deux candidats.

« Ces efforts conjugués de la droite et du parti socialiste ont ainsi conduit un certain nombre d'électeurs, qui aspirent au changement, à voter dès le premier tour pour le candidat qui leur a été présenté comme le seul capable de battre Giscard d'Estaing.

« Dans ces dures conditions, la détermination dont viennent de faire preuve les électrices et les électeurs communistes doit être d'autant plus appréciée.

« En votant communiste, ils se sont prononcés en faveur d'une politique nouvelle comportant les

améliorations attendues par les travailleuses et les travailleurs, ainsi que les profondes réformes anticapitalistes sans lesquelles ces objectifs ne peuvent pas être atteints. Ils se sont affirmés pour un gouvernement d'union capable d'agir efficacement pour mettre en œuvre cette politique nouvelle.

« Ils ont exprimé leur volonté d'agir eux-mêmes pour le changement. Ils ont bien fait. Ils ont fait le meilleur choix possible pour le changement et pour l'union.

« Pour le deuxième tour, les communistes vont maintenant poursuivre cette même lutte qu'ils ont engagée depuis le début de cette campagne.

« Pour prendre les décisions utiles à cet effet, le comité central de notre parti se réunira mardi.

En réponse aux questions qui lui étaient posées, le secrétaire général du P.C.F. a notamment déclaré :

« J'aurais évidemment souhaité un résultat meilleur, mais les communistes en ont vu d'autres... Je n'ai pas été suivi comme j'aurais souhaité l'être, y compris par des hommes et des femmes qui

notre pays. Qu'ils aient été aussi nombreux à se rassembler pour soutenir mes propositions est d'ores et déjà un élément nouveau et essentiel de notre vie politique. Leur vote ne pourra être ni négligé ni ignoré, et ceci quelle que soit l'issue du prochain scrutin. Gr ce à eux, rien ne sera plus comme avant.

« Quant à ma position personnelle dans le nouveau débat électoral qui va s'ouvrir, je la ferai connaître dès demain.

...

« J'appelle à voter pour François Mitterrand au second tour, sans illusion, mais parce que nous sommes solidaires de l'ensemble des électeurs de gauche.

« Le parti communiste paie aujourd'hui sur le plan électoral ses changements incessants de politique que les travailleurs ne peuvent ni admettre ni comprendre.

« Je me félicite du total des voix de droite inférieure à celui de 1974 et notamment de la diminution des voix de Giscard. En ce qui concerne mes résultats, je maintiens, voire améliore mes

nous font confiance, mais je promets quelques bonnes surprises aux rêveurs qui pensent au déclin du parti communiste.

« (...) L'élection présidentielle au suffrage universel est machiavélique... nous avons contribué à la rendre plus difficile en ne présentant pas un candidat à chaque élection.

M. Marchais a dénoncé une nouvelle fois « le numéro honteux de duettistes » de M. Giscard d'Estaing et Mitterrand et stigmatisé « les manœuvres sordides de la part de M. Giscard d'Estaing qui a désigné M. Mitterrand comme son adversaire privilégié, et, celles de M. Mitterrand qui lui a renvoyé la balle ».

Le candidat communiste a dit également : « Un gouvernement

M. LALONDE : pas de consigne de vote.

« Il n'y a jamais eu autant d'électeurs qui ont voté écologiste malgré les pressions pour le « vote utile ». Tout laisse à penser que les voix écologistes seront déterminantes au second tour. Par conséquent, les douze mesures d'urgence que nous proposons

Mlle LAGUIERRE : pour Mitterrand sans illusion.

« J'appelle à voter pour François Mitterrand au second tour, sans illusion, mais parce que nous sommes solidaires de l'ensemble des électeurs de gauche.

« Le parti communiste paie aujourd'hui sur le plan électoral ses changements incessants de politique que les travailleurs ne peuvent ni admettre ni comprendre.

« Je me félicite du total des voix de droite inférieure à celui de 1974 et notamment de la diminution des voix de Giscard. En ce qui concerne mes résultats, je maintiens, voire améliore mes

d'union, avec des ministres socialistes et communistes reste la condition même du changement. Il est totalement exclu que nous changions notre politique et que le parti communiste soutienne un gouvernement qui ne comprendrait pas des ministres communistes... »

« Il est totalement exclu que le parti communiste puisse lutter pour une autre politique que celle qu'il mène, celle des vingt-deuxième et vingt-troisième congrès, totalement exclu qu'il puisse lutter pour une autre politique que celle des cent trente et une propositions de son candidat.

« ...Nous allons poursuivre la lutte avec tous ceux... qui veulent battre Giscard. Mais pour quelle politique ? »

prennent maintenant toute leur importance... Je ne donnerai pas de consigne de vote pour le second tour mais je veux que le vote écologiste soit aussi un vote utile... Je souhaite que les deux candidats en présence s'adressent à tous les électeurs écologistes.

voix de 1974 et j'en remercie tous ceux qui ont voté pour ma candidature.

« Je remarque que contrairement à tous les autres petits candidats — Brice Lalonde excepté — y compris ceux qui étaient considérés comme représentant de courants politiques plus importants par la presse et les médias que Lutte ouvrière, je n'ai pas été écartée par le phénomène du vote prétendu utile.

« J'aurais, bien sûr, préféré faire un meilleur score, mais cela représente 700 000 ou 800 000 élec-

teurs qui ont voté contre la droite au pouvoir et qui, au-delà du deuxième tour, peseront de toute façon dans les entreprises, les

M. CRÉPEAU : le président sortant sanctionné.

Michel Crépeau a déclaré qu'il apporterait à François Mitterrand « un supplément de 2 % de voix », et il a ajouté « c'est ce qui fera la différence au deuxième tour » des élections.

« La gauche non communiste n'a jamais obtenu un pareil score. »

Après s'être réjoui du fait que « le peuple français a sanctionné sévèrement la politique du président sortant », le candidat du M.R.G. a indiqué que sa forma-

tion « discutera avec le parti socialiste » et il a ajouté : « Je suis sûr que François Mitterrand devra tenir compte des voix obtenues par les petits candidats qui représentent une sensibilité qui pèsera lourd dans le jugement définitif des électeurs. »

M. Crépeau a estimé que son propre score était « meilleur que tout ce qui avait été dit dans les sondages », mais, a-t-il ajouté, « il est certain que les Français ont voulu voter utile ».

Mme GARAUD : aller plus loin.

« Ce qui me paraît important c'est que l'élection présidentielle va être commandée par des ralliements et des négociations partielles.

« Les chefs de partis vont maintenant négocier deux à deux dans la perspective du deuxième tour. Je pense que c'est fâcheux alors qu'une élection présidentielle devrait être une élection d'adhésion à une politique.

« En ce qui me concerne, j'es-

père que la confrontation personnelle qui va s'instaurer entre Valéry Giscard d'Estaing et François Mitterrand va permettre d'aller plus loin qu'on ne l'a fait dans la définition de la politique que chacun d'entre eux propose aux Français et détermine pour la France.

« C'est pourquoi j'attendrai le vendredi 8 mai pour faire connaître mon sentiment sur le deuxième tour. »

Mme BOUCHARDEAU : rassembler.

« Je mène campagne pour François Mitterrand. Ce que je voudrais, c'est qu'il fasse une campagne suffisamment pluraliste et ne se comporte pas comme un chef de parti, mais en homme qui veut rassembler, en homme plus soucieux de rassembler toutes ces voix qui se perdent dans l'abstention. »

La candidate du P.S.U. s'est déclarée satisfaite de son propre résultat mais satisfaite des pro-

grès de la gauche tout en faisant observer : « La gauche enregistre souvent des progrès au premier tour que, malheureusement, le second tour ne vient pas confirmer. » Elle a indiqué : « Notre électoral a eu peur de l'effet Chirac » et a décidé de voter dès le premier tour pour Mitterrand. »

M. Michel Debré s'est abstenu pour sa part de tout commentaire.

... les réactions de leurs entourages

● A l'U.D.F.

M. JEAN LECANUET, président de l'U.D.F. : « Ce qui est important c'est de regarder ce que pourront être les résultats définitifs du deuxième tour, qui sera un choix de société. Une grande bataille d'idées va se développer. Je n'ai aucun doute que le président de la République sera Giscard d'Estaing.

« Il y a un faible écart avec M. Mitterrand, eh bien, cela montre que nous allons connaître une très grande bataille d'idées. Le problème pour nous c'est l'union de la majorité.

M. JEAN-FRANÇOIS DENIAU, responsable de la campagne de M. Giscard d'Estaing : « Le choix des Français au second tour sera un choix de société, de politique, de la façon dont on conçoit la vie avec les risques, du côté de M. François Mitterrand, de l'avenir politique qui est une politique qui écrasera l'économie française et avec la possibilité, du côté de M. Valéry Giscard d'Estaing, de continuer, de faire mieux, d'aller plus loin et, je crois, de rassembler les Français sur les tâches d'avenir. »

Mme PELLETIER, ancien ministre délégué chargé de la condition féminine : « Je ne peux pas croire que M. Chirac n'appelle pas ses électeurs à se prononcer pour le candidat qui va battre l'opposition. »

LE PARTI RADICAL-SOCIALISTE : « Rien n'est joué. Une démobilitisation prématurée pourrait donner au candidat socialiste des possibilités artificielles. Il faut éviter à la France l'accident par lequel elle se retrouverait avec une politique qu'un fond d'élémé- elle n'aurait pas voulu. Les radicaux-socialistes lancent un appel solennel au centre gauche et à la gauche authentique, celle qui ne se reconnaît pas dans le collectivisme, pour écarter l'adversaire d'un changement de société et pour se rassembler, par un choix responsable, autour de Valéry Giscard d'Estaing. »

● Au parti socialiste

LE BUREAU EXECUTIF DU P.S. : « François Mitterrand vient de réaliser le score le plus élevé de l'histoire du socialisme en France. Avec les millions de suffrages qu'il a obtenus, François Mitterrand est l'espérance du rassemblement populaire, de toutes les forces de démocratie et de progrès qui sont la majorité en France. La politique de Giscard d'Estaing a été désavouée par plus de 70 % des Français, telle est la deuxième signification du scrutin du 26 avril. (...) Le changement auquel aspire le pays est désormais possible. Toutes les conditions sont créées pour sortir la France de la crise en assurant la victoire de François Mitterrand le 10 mai. »

M. PIERRE MAUROY, porte-parole du candidat socialiste : « Je comprends la déception des électeurs communistes. Mais l'essentiel est maintenant de battre la droite, et elle peut l'être. (...) Comment pourrait-il manquer une seule voix de gauche au

deuxième tour, au moment où nous voyons la victoire ? (...) François Mitterrand élu président ne sera prisonnier de personne. »

M. LIONEL JOSPIN, premier secrétaire du P.S. :

« François Mitterrand est dans une position de rassembleur. (...) Le choix va être entre la politique la plus réactionnaire depuis 1940 et une politique de relance, de réforme et d'espérance. (...) M. Marchais, qui a mené sa campagne sur le thème de l'anti-Giscard aura l'esprit logique de le faire passer dans les faits. »

M. GASTON DEFFERRE, président du groupe socialiste de l'Assemblée nationale.

« M. Marchais nous fait la vie plus dure que ce qui était prévu. (...) Le parti communiste et les dirigeants communistes ne laisseront pas échapper la possibilité de battre la droite. (...) Je ne vois pas comment la totalité des électeurs qui ont voté pour Chirac pourraient voter pour Giscard. Ils ont voté pour Chirac parce qu'ils condamnaient la politique de Giscard. (...) »

● Au R.P.R.

M. BERNARD PONS, secrétaire général du R.P.R., a parlé de la « percée considérable » de M. Chirac et a fait observer : « Le résultat de M. Giscard d'Estaing n'est pas merveilleux. Trois quarts des électeurs ont sanctionné, par leurs votes, la politique qui a été conduite. »

Il a demandé que le président sortant « fasse des propositions plus précises », et il a ajouté : « Il n'a pas compris le sens du premier tour et parle toujours le même langage. » S'il se contente de faire des déclarations de cette sorte, je ne crois pas qu'il provoquera le déclin chez les électeurs et les électrices qui ne lui ont pas apporté leurs suffrages au premier tour. Ils veulent un changement de politique, surtout en ce qui concerne les problèmes politiques et sociaux. »

M. CLAUDE LABBE, président du groupe R.P.R. de l'Assemblée nationale, a estimé que « c'est de la manière dont M. Giscard d'Estaing s'exprime que dépend l'issue du second tour ». « Les électeurs choisiront, nous ne sommes pas en mesure de les influencer beaucoup. »

M. Labbé a aussi demandé aux responsables du R.P.R. d'observer « la plus grande réserve et le plus grand calme » et aux membres du mouvement de s'abstenir de « toute position individuelle ou prématurée qui serait tout à fait détestable pour tous, à commencer par ceux qui souhaitent que la majorité reste la majorité ». « Chacun sait dans quel camp nous nous situons », a-t-il précisé.

M. CHARLES PASQUA, chargé de l'organisation de la campagne de M. Chirac : « Malgré les embûches semées sur sa route, M. Chirac aura réussi à faire passer son message. (...) Il ne suffira certainement pas à M. Giscard d'Estaing pour l'emporter de faire appel à la solidarité de tous ceux qui rejettent la gauche. C'est entre lui et le

peuple français que le débat s'engage. »

M. PEYREFITTE : « Ou le collectivisme ou la liberté. » — M. Alain Peyrefitte, garde des sceaux, ancien député (R.P.R.) de Seine-et-Marne : « Le scrutin du second tour sera très serré. Nous sommes à nouveau devant un choix de société. (...) Tous les électeurs de la majorité doivent se rassembler au deuxième tour. (...) Il faut choisir ou bien le camp du collectivisme, ou bien le camp de la liberté. (...) »

● Au P.C.F.

M. CLAUDE POPPEREN, membre du bureau politique du parti communiste, a déclaré, au micro de R.T.L., regretter qu'un certain nombre d'électeurs communistes se soient trompés et qu'ils aient cru au vote utile et efficace en faveur de François Mitterrand au premier tour.

M. PIERRE JUQUIN, également membre du bureau politique, a indiqué : « Nous ne posons pas de conditions, nous disons la réalité. Il n'y aura pas de changements profonds s'il n'y a pas de ministres communistes. »

M. ELLESTEIN : « Content, mais triste. » — M. Jean Ellestein, ancien directeur adjoint du Centre d'études et de recherches marxistes, exclu de fait du P.C.F. en octobre dernier : « Je suis

● Les partisans de M. Debré

M. JEAN-MARIE DEDEYAN, secrétaire général du comité de soutien de M. Debré : « La vérité finit toujours par triompher. Les périls intérieurs et extérieurs ne s'effaceront pas tout seuls du lendemain de cette élection. »

M. OLIVIER GUICHARD, député (R.P.R.) de Loire-Atlantique, ancien ministre, a demandé « à tous les électeurs qui se recommandent de la majorité de voter pour le candidat de la majorité (...) ».

M. YVES GUENA, député (R.P.R.) de la Dordogne, ancien ministre, a insisté sur le « rôle décisif pour le second tour » des gaullistes, et il a ajouté : « Il faut parer aux risques de l'élection de François Mitterrand. »

Daniel Lagache La jalousie amoureuse



Collection Quadrige puf

Les livres des Puf questionnent le monde.

Henri Bergson L'évolution créatrice



Collection Quadrige puf

Les livres des Puf questionnent le monde.

DE L'ÉLECTION PRÉSIDENTIELLE

La physionomie
du scrutin

Partis dominants et forces d'appoint

Les électeurs n'ont pas fait le jeu des candidats, sauf pour deux d'entre eux, mais ils ont joué celui de l'élection présidentielle, dont la finalité est la désignation du chef de l'Etat. Le mécanisme simplificateur du second tour va accentuer une logique interne qui, une fois de plus, s'est imposée dès le premier. A cet égard, le scrutin du 26 avril remet les choses au point.

Pourtant la consultation de 1981 offrait plus d'espoirs aux candidats modestes, pour peu qu'ils aient réussi à franchir un système de sélection renforcé, et une plus grande marge de manœuvre aux leaders désireux d'en découdre. Elle était, au départ, plus ouverte. La rivalité déclarée de MM. Giscard d'Estaing et Chirac, dans la majorité, la rupture de l'union de la gauche, une certaine lassitude devant ces joutes sans fin, et le vide créé par le soul de MM. Mitterrand, Chirac et Giscard de ne pas s'engager trop tôt dans la campagne avaient créé les conditions d'un débat électoral dispersé et flou, virulent mais sans élan. On pouvait tout en attendre. Or ce qui s'est produit n'a rien que de très ordinaire, sauf pour le parti communiste évidemment.

Les candidats modestes le sont restés au sortir des isolements et des urnes. Le passé et la passion de M. Debré, le discours dérangeant de Mme Garaud, la simplicité bon enfant de M. Crépeau, les diatribes saccadées de Mlle Laguille, la conviction de Mme Bouchardeau, ont intéressé ou séduit le temps de quelques émissions, mais ils n'ont pas suffi à rassembler les 5 % des suffrages

exprimés qui sont requis pour obtenir le remboursement du cautionnement de 10 000 F et des frais de campagne évalués forfaitairement à 100 000 F. Même M. Brice Lalonde et, derrière lui, le mouvement écologiste n'ont pas réussi à franchir ce seuil décisif. La leçon n'est pas nouvelle mais elle confirme que l'accès aux grands moyens audiovisuels de propagande, s'il est indispensable pour toucher l'opinion, ne provoque pas automatiquement son adhésion. C'est une chose de vouloir « changer la politique », c'en est une autre d'y réussir.

Au-dessus des « petits candidats », les grands ont saisi l'élection présidentielle comme un moyen de vider leurs querelles. Ils ne pouvaient tous espérer raisonnablement la conquête du pouvoir, alors ils ont fait de ce vote l'instrument de mesure de leur vitalité et de leur audience. Sous la V^e République, un parti n'a de crédibilité que s'il possède dans ses rangs un leader « présidentiable ». Comment le vérifier sinon en participant à l'élection présidentielle ? Telle a été la démarche de M. Chirac pour lui-même et pour le R.P.R., telle a été, aussi, celle de M. Marchais et du P.C.F., telle avait été celle de M. Rocard jusqu'à ce que le P.S. lui prît M. Mitterrand.

La difficulté, c'est qu'il n'y a place, au second tour, que pour un duel. Le mécanisme de l'élection présidentielle est terriblement réducteur. On le vérifie beaucoup plus en 1981 qu'en 1974, où le premier tour procédait déjà d'une simplification réalisée au sein de la gauche. L'affrontement quadripartite du 26 avril témoignait

d'une volonté de résistance, voire de négation, à l'égard d'une bipolarisation imposée, mais les électeurs n'ont pas suivi. En votant « utile », ils ont anticipé le second tour et renforcé la logique d'un clivage en deux blocs, dont chacun est constitué d'un parti dominant — celui qui est en état de fournir le candidat présidentiable — et de forces d'appoint d'inégale importance.

Les gaullistes ne peuvent ignorer les contraintes d'un système institutionnel qu'ils ont créé et dont ils ont largement profité. M. Chirac cherche moins à le changer, ou à changer de majorité, qu'à retrouver la prééminence perdue. Son score est honorable mais il n'a pas réussi à imposer sa « troisième voie », qui n'était, à peu de choses près, que celle de M. Giscard d'Estaing, mais avec un autre chef.

deviennent soudain plus actuelles. Que faire contre un partenaire adversaire qui progresse dans l'union et continue dans la relative autonomie d'une stratégie rocardienne sans Rocard ?

La même question est, en somme, posée aux deux « grands » candidats éliminés au premier tour. Elle l'est plus gravement encore s'il se confirme que, en devenant plus homogènes dans leur composition, plus équilibrés dans leur implantation, les partis dominants répondent non seulement aux contraintes du système institutionnel, mais aussi à l'évolution sociologique du corps électoral. Dès lors, il ne suffira plus de dénoncer ou de refuser le partage des rôles, mais il faudra trouver les moyens politiques de ne pas rester à l'écart de ce processus d'intégration.

ANDRÉ LAURENS.

La menace

de la marginalisation

Les communistes cherchaient, ils ne l'ont jamais caché, à rééquilibrer la gauche en leur faveur. A cette fin, ils ont remis en cause une stratégie d'union de la gauche par trop bénéfique aux socialistes et dans laquelle ils risquaient d'être réduits à une force d'appoint. Les déclarations de M. Mitterrand devant les leaders de l'Internationale socialiste à Vienne en 1972, les avaient déjà inquiétés. Il est significatif que, sous le coup de l'amertume, M. Marchais ait, au soir du 26 avril, considéré que le fait de ne pas avoir présenté de candidat communiste à toutes les élections présidentielles, c'est-à-dire en 1965 et 1974, ait été une erreur. Sauf que cette erreur s'inscrivait chaque fois dans une stratégie de conquête du pouvoir en accord avec l'autre grand courant de la gauche. Tout le passé récent du P.C.F. se trouverait donc mis en cause.

Le malheur, c'est que le jour où ce parti se lance dans la compétition présidentielle sous ses couleurs et pour soutenir la comparaison avec son ex-allié — alors que, en 1969, Jacques Duclos s'était promené sur les décombres de la gauche socialiste — ce jour-là, il enregistre l'une de ses plus cuisantes défaites ! La crainte de se voir réduit au rôle d'une force d'appoint, comme l'avait envisagé M. Mitterrand à Vienne, la menace d'être marginalisé, comme le souhaite M. Giscard d'Estaing,

LA DÉCLARATION DU MAIRE DE PARIS AU LENDEMAIN DU PREMIER TOUR

M. Chirac: le 10 mai chacun devra voter selon sa conscience

M. Chirac a déclaré, lundi matin 27 avril, au siège de son comité de soutien, rue de Tilsitt :

« Les Français ont décidé : le prochain président de la République sera M. Giscard d'Estaing ou M. Mitterrand.

« Mais, dans le même temps, ils ont été très nombreux à approuver mes propositions pour le renouveau de la France.

« La politique que mènera le prochain président devra tenir compte de ces aspirations qui traduisent un désir très fort de changement. Si tel n'était pas le cas, alors que l'unité du pays doit être renforcée, ses divisions seraient accentuées. Or, la France a besoin que notre peuple se rassemble pour le grand effort qu'il doit accomplir.

« Qui pourrait remplir le mieux cette difficile mission ?

« Quelles que soient ses intentions, M. Mitterrand, avec un programme économique qui a échoué partout où il a été appliqué, et les alliances politiques dont il n'a pas voulu se dégager, ne serait pas en situation de réussir. En effet, je ne veux pas ignorer les conséquences que comporterait pour la France la parti-

cipation du parti communiste au pouvoir.

« Reste M. Giscard d'Estaing. Peut-il y parvenir, lui qui, président sortant, n'a réuni sur son nom qu'un peu plus du quart des suffrages ? Pour cela, il doit renouveler profondément sa politique et ses méthodes, prendre les moyens d'augmenter la production pour diminuer le chômage, réduire les prélèvements de l'Etat sur la nation, mener une politique étrangère et une politique de défense fermes et claires.

« Rien ne sera accompli qui ne repose sur le sentiment autant que sur la raison ; rien ne le sera si le respect mutuel et le dialogue ne sont pas restaurés.

« S'agissant de l'élection présidentielle où ne restent en présence que deux candidats au second tour, il n'y a pas lieu à désistement. Le 10 mai chacun devra voter selon sa conscience. A titre personnel, dans l'esprit que je viens de rappeler, et dans la ligne de l'action politique que j'ai toujours menée en faveur d'un certain type de société je ne puis que voter pour M. Giscard d'Estaing.

« La parole est désormais au peuple français. »

LA « RENCONTRE » DE « CHOISIR »

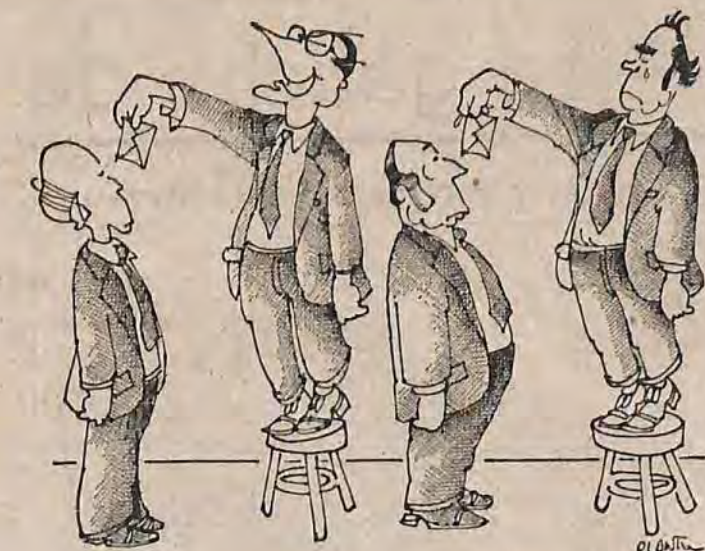
M. Mitterrand sera seul face aux femmes

Les deux candidats du second tour ne participeront pas ensemble le 28 avril à 20 h. 30, au Palais des congrès, à Paris, à la rencontre sur le thème « Quel président pour les femmes ? ». Organisée par le mouvement Choisir la cause des femmes, que préside M^{me} Gisèle Halimi, cette « rencontre » n'aura finalement lieu qu'avec M. Mitterrand qui sera interviewé par plusieurs femmes (1) devant un public qui devra être muni d'invitations. Il était prévu que les deux candidats seraient interrogés à tour de rôle par le « panel » de journalistes dans un ordre fixé par tirage au sort.

M. Giscard d'Estaing a refusé de participer à cette réunion. Selon M^{me} Halimi, le président sortant, informé dès le 8 avril, n'aurait pas tout de suite refusé, faisant savoir, par l'intermédiaire de M^{me} Monique Pelletier, qu'il ne prendrait de décision qu'après

le premier tour. Le 20 avril son directeur de cabinet, M. Philippe Sauzay, confirmait que la « suggestion » de M^{me} Halimi avait été étudiée par M^{me} Pelletier et que celle-ci avait été chargée de répondre. Le 24 avril, toujours selon M^{me} Halimi, M^{me} Pelletier lui faisait part, au téléphone, d'une réponse négative indiquant que la date ne convenait pas. A M. Giscard d'Estaing, Choisir proposait alors de changer cette date mais cette proposition n'emportait pas la décision de M. Giscard d'Estaing.

(1) Il s'agit de Martine Altan-Rognault (Antenne 2), M^{me} Gérold (S.T.L.), Gisèle Halimi (Choisir), Christine Ockrent (Europe 1), Françoise Parviri (Choisir), Servane Schreiber (L'Espresso) et Eliane Victor (Elle). La rencontre a lieu à la salle Michel de Palais des Congrès, place de la Porte-Mahiot. Renseignements auprès de Choisir : 555-50-36 et 277-33-00.



(Dessin de PLANTU.)

DANS LES QUARTIERS GÉNÉRAUX DES « QUATRE GRANDS »

De l'euphorie à la déception

● Au 6 de la rue de Marignan, siège du quartier général des giscardiens, l'annonce des premiers résultats déclenche l'euphorie. « On ne pouvait attendre mieux », disent certaines personnalités. Les spéculations vont bon train : « Au deuxième tour, ce sera 52 % pour Giscard, 48 % pour Mitterrand », entend-on commenter. M. Lecat multiplie les déclarations, souriant et détendu. Le président sortant est attendu pour 22 h. 15. Une foule élégante et triée sur le volet se presse dans les salons, après avoir franchi un barrage policier des plus zélés. Dehors, le service d'ordre contient quelques dizaines de curieux qui attendent l'arrivée des vedettes. « Voici Alain Delon, Mireille Darc, toujours aussi beaux », s'émervaille un badaud. Les journalistes de la presse internationale s'affairent. Tous attendent l'arrivée de Valéry Giscard d'Estaing, le héros de la soirée.

● Rue de Tilsitt, au quartier général de M. Jacques Chirac, le ton est plutôt belliqueux. Certes on est déçu, comme si l'on avait fini par croire au « bluff » du président du R.P.R., mais on est surtout en colère et peu disposé à faire le moindre cadeau à M. Giscard d'Estaing, dont on souligne avec satisfaction la baisse par rapport à 1974. M. Charles Pasqua donne l'exemple dans une brève déclaration. On se presse autour des nombreux postes de télévision, on applaudit Philippe Clay, qui fait son entrée, on voit déjà la gauche victorieuse. « Tout s'est joué dans les derniers jours », affirme M. Jacques Toubon, l'un des conseillers de M. Chirac, « à des légittimistes ont attendu dimanche pour s'exprimer ». « Vous n'avez pas su relancer votre action », lui objecte-t-on. « Que fallait-il faire ? Appeler à battre M. Giscard d'Estaing ? C'était un quitte ou double », répond-il. Bataille Giscard d'Estaing ? On ne l'exclut pas dans l'entourage du candidat. « Ce qui est frappant, dit-on avec insistance, c'est le bon score de M. Mitterrand, au second tour il pourra compter sur 15 % de nos voix au moins. »

● Rue de Solferino, au siège du P.S., on se réjouit de l'état d'esprit du R.P.R., dont on est informé par quelques émissaires. M. Jean Poperen, au nom du bureau exécutif, note que « la politique de M. Giscard d'Estaing est désavouée par plus de 70 % des Français ». On insiste, bien entendu, sur le bon résultat du candidat socialiste (les derniers sondages, précise-t-on, lui donnaient 23 %) et sur l'échec de M. Marchais. « Le mot d'ordre, confie un proche de M. Mitterrand, c'est de parler de Marchais, pas de la direction du P.C. ». M. Georges Fillouévoque « l'effet Marchais » avant d'affirmer : « Il ne faut pas chercher à humilier les communistes, on ne va pas les enfoncer. » « Il faut mettre l'accent sur le succès de toute la gauche », dit Jacques Attali, qui explique le faible score du candidat communiste par la logique du scrutin présidentiel. « C'est la situation inverse de celle de 1969, où le vote « utile » avait profité au P.C. », souligne-t-il.

● Au siège du parti communiste français, place du Colonel-Fabien, les visages sont tendus. Plus d'un million de personnes, contrairement aux pronostics, ont préféré dès le premier tour « voter utile », c'est-à-dire pour M. Mitterrand, de façon, dit-on dans le couloir du P.C.F., à éviter que ne se retrouvent seuls au deuxième tour MM. Giscard d'Estaing et Chirac. L'« effet Chirac » a joué sans doute, regrette-t-on. On estime aussi que l'augmentation du nombre des abstentionnistes et les divers scores réalisés par les candidats des petites formations ont pesé sur les résultats.

Bref, on s'efforce de ne pas dramatiser la situation, sans pour autant nier la déception qu'elle a causée. Le service d'ordre lui-

même est nerveux, refusant à tout prix d'être photographié près du buffet. M. Georges Marchais, à l'issue d'une rapide réunion du bureau politique, fait sa déclaration.

● Ayant répondu aux seules questions d'Antenne 2 et d'Europe 1, M. Marchais met fin à la séance, laissant muets les nombreux journalistes de la presse écrite et parlée venus sur place sonder les intentions communistes. Décidément, l'heure n'est pas aux effusions...

T. F. et D. R.

Bouleversements

(Suite de la première page.)

M. Giscard d'Estaing, espérant bien qu'il en est toujours ainsi trois ans plus tard, a beaucoup insisté sur le fait qu'il est placé en tête. En dépit des dénégations de tous les responsables socialistes, il a brandi, et ses supporters ont fait de même, l'épouvantail d'un changement, si ce n'est d'un bouleversement de société, puisqu'il s'est présenté comme le champion « sans exclusive ni rancune » de toutes les « familles » qui « rejettent la bureaucratie et le marxisme ».

L'appel s'adresse prioritairement à M. Chirac, mais, si celui-ci se prononce à titre personnel pour le « citoyen-candidat », il laisse pratiquement leur liberté de vote aux 5 188 154 électrices et électeurs qui lui ont fait confiance. Il est certain que bon nombre de militants et de responsables du R.P.R. nourrissent à l'égard du giscardisme une aigreur et une rancune tout à fait comparables à celles qu'éprouvaient, en 1969, M. Giscard d'Estaing et ses amis, après onze années de tour-à-tour-puissance des gaullistes. Reste à savoir si les électeurs seront à l'image des militants et comprendront qu'on ne les invite pas clairement à voter pour le président sortant, et à sauvegarder l'unité de la « majorité » à partir du moment où l'on évoque les « alliances politiques de M. Mitterrand ».

Le fondateur du R.P.R. peut se réclamer de résultats fort satisfaisants puisqu'il atteint, malgré la concurrence de M. Debré et de Mme Garaud, 17,95 % des suffrages exprimés, alors que la liste européenne qu'il conduisait de compagnie avec l'ancien premier ministre de de Gaulle n'en avait obtenu que 16,24 % en juin 1979 et alors que, le 5 mai 1974, M. Chaban-Delmas n'en avait totalisé que 15,10 %. On peut ajouter que le maire de Paris n'a nullement à se plaindre de ses résultats dans la capitale, mais tout cela ne change rien au fait qu'il se trouve dans une posture difficile.

Triomphe du P.S. et débâcle du P.C.F.

L'électorat R.P.R. se trouvera-t-il réduit à n'être qu'une force d'appoint pour le maître de l'U.D.F. (voir l'article d'André Laurens), ou s'y refusera-t-il ? Le même problème est posé, en termes singulièrement délicats, pour les quelque 4 456 884 électeurs et électrices qui ont fait confiance dimanche à M. Marchais.

M. Mitterrand dispose, si l'on ajoute à ses propres voix celles de M. Marchais et de M. Crépeau, de Mlle Laguille et de Mme Bouchardeau, d'un potentiel de 46,95 % des suffrages exprimés (13 570 778 voix sur 28 901 025). La progression est limitée (le potentiel était de 45,94 % au soir du 5 mai 1974), mais il y a progression.

L'opposition, considérée dans son ensemble, obtient ou dépasse la majorité absolue dans trente-deux départements (dont on trouvera la liste d'autre part), alors que le candidat unique, M. Mitterrand, n'avait atteint un tel résultat que dans la Nièvre et l'Ariège en 1965, l'extrême gauche n'étant pas représentée, et dans onze départements en 1974, lorsque Mlle Laguille et M. Krivine étaient présents au titre de cette extrême gauche (dans l'ordre des résultats obtenus, Nièvre, Ariège,

Aude, Seine-Saint-Denis, Haute-Vienne, Bouches-du-Rhône, Pas-de-Calais, Pyrénées-Orientales, Gers, Gard, Hautes-Pyrénées).

Cette progression globale est la résultante de deux données fondamentalement contradictoires, l'essor du P.S. et la débâcle du P.C.F. Il ne s'agit plus du problème du rééquilibrage au sein de la gauche, posé depuis 1974, mais de tout autre chose : le soulci du « vote utile » dès le premier tour a poussé vers M. Mitterrand à la fois une partie des clientèles de Mme Bouchardeau et de Mlle Laguille, qui ont bien dû en convenir, mais aussi de celle de M. Marchais, qui n'a pu le nier.

Le secrétaire général du P.C.F. a affirmé que « les communistes en ont vu d'autres ». Mais la vérité est qu'ils n'avaient jamais rien connu de tel depuis la fin de la seconde guerre mondiale. Le pourcentage du parti, qui n'était depuis lors jamais tombé en métropole au-dessous de 19,2 % (c'était lors des législatives de 1958), chute à 15,42 % et retombe pratiquement au niveau des législatives de 1936 (15,12 %).

Alors que le P.S. atteint, avec 25,90 % des suffrages exprimés, un résultat sensiblement supérieur à son plus haut niveau depuis la Libération (23,4 %) en octobre 1945, la déconfiture du P.C.F. est illustrée de façon saisissante. M. Marchais n'obtient de meilleurs résultats que M. Duclos, il y a douze ans, qu'en Corse-du-Sud, à la Réunion et à Mayotte. Dira-t-on que M. Duclos était M. Duclos et qu'il profitait, en 1969, de la décomposition de la gauche non communiste ? On observe alors que, par rapport aux résultats des législatives du 12 mars 1978 (20,61 % des suffrages exprimés), M. Marchais ne progresse que dans deux départe-

tements, la Haute-Corse et la Lozère. Déjà profondément traumatisés par la rupture de septembre 1977, par le divorce entre les dirigeants du parti et ses intellectuels, par l'intervention soviétique en Afghanistan, militants et électeurs du P.C.F. sont devant une nouvelle et redoutable épreuve.

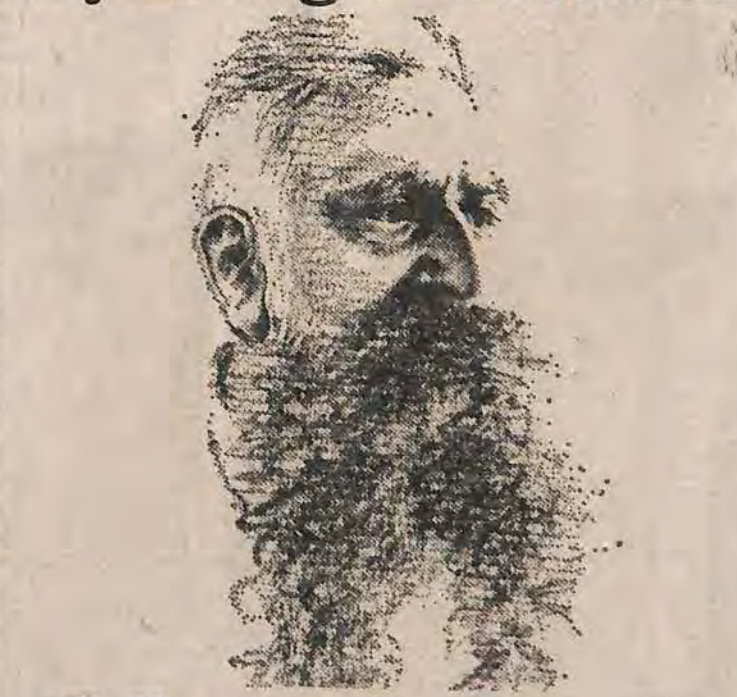
Le P.S. persistant à ne vouloir envisager aucune négociation avec ses anciens partenaires et amis, M. Marchais est néanmoins resté sur ses positions. Il ne s'est prêté ni à exiger la présence de communistes dans un gouvernement d'union de la gauche ni de réclamer « de profondes réformes anticapitalistes » ni de dénoncer derechef le « numéro honteux de duettistes » auquel se seraient livrés d'un commun accord MM. Mitterrand et Giscard d'Estaing.

Voilà une fois de plus de rudes et exigeants propos, mais qui ne résolvent nullement la question capitale que le comité central du P.C. devra trancher mardi. L'homme qui s'est présenté durant toute sa campagne comme le vrai, voire le seul « candidat anti-Giscard », peut-il ne pas plaider, fût-ce à son corps défendant, pour M. Mitterrand ; peut-il combattre la tendance profonde de son électorat et lui déconseiller de ne pas unifier le 10 mai, alors que dans une très large proportion il s'est montré tel dès le 3 avril ?

A treize jours d'un second tour qui risque fort d'être tout aussi serré qu'il y a sept ans (50,81 % à M. Giscard d'Estaing, 49,19 % à M. Mitterrand), dira-t-on que la France va basculer ? Elle paraît ne ressembler en tout cas ni à celle de 1974 ni même à celle de 1978.

RAYMOND BARRILLON.

Gustave Le Bon Psychologie des foules



Collection Quadrige puf

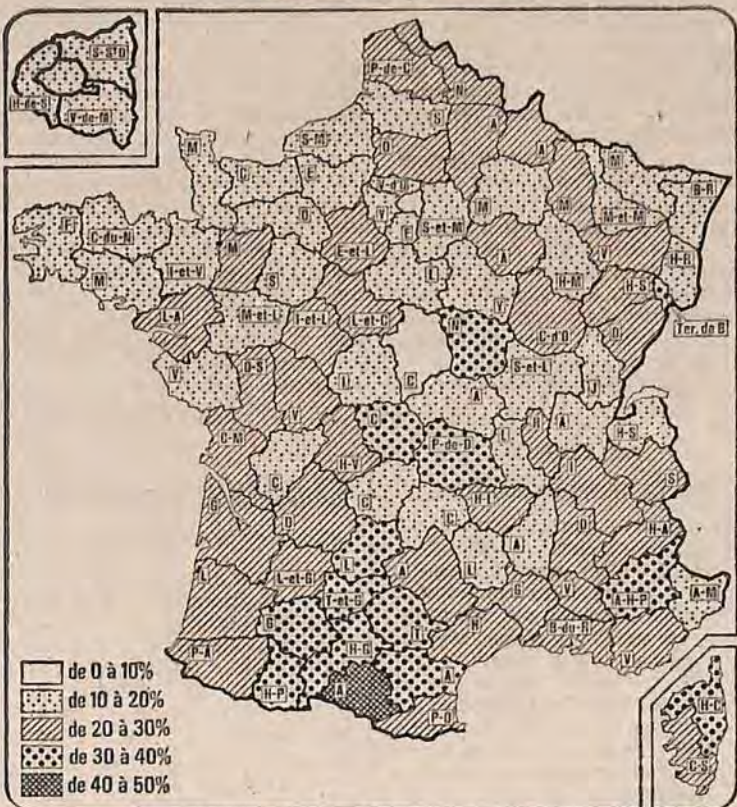
Les livres des Puf questionnent le monde.

**La physionomie
du scrutin**

LE PREMIER TOUR

La gauche de

4 mars 1973 : U.G.S.D.



Le pourcentage des voix est calculé par rapport aux suffrages exprimés.

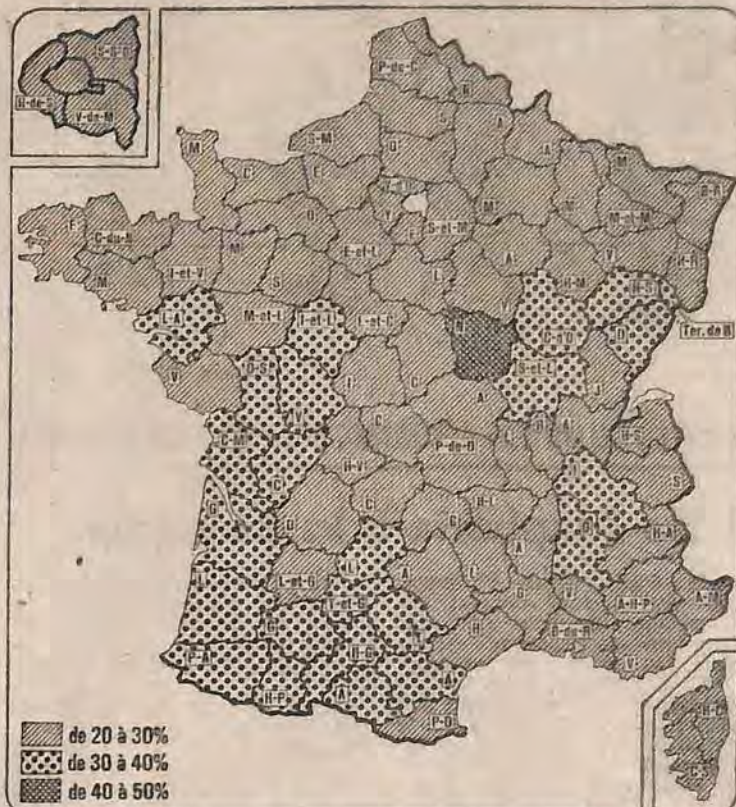
U.G.S.D. : Union de la gauche des socialistes et démocrates qui regroupait socialistes et radicaux de gauche.

12 mars 1978 : P.S. + M.R.G.



Le pourcentage des voix est calculé par rapport aux suffrages exprimés.

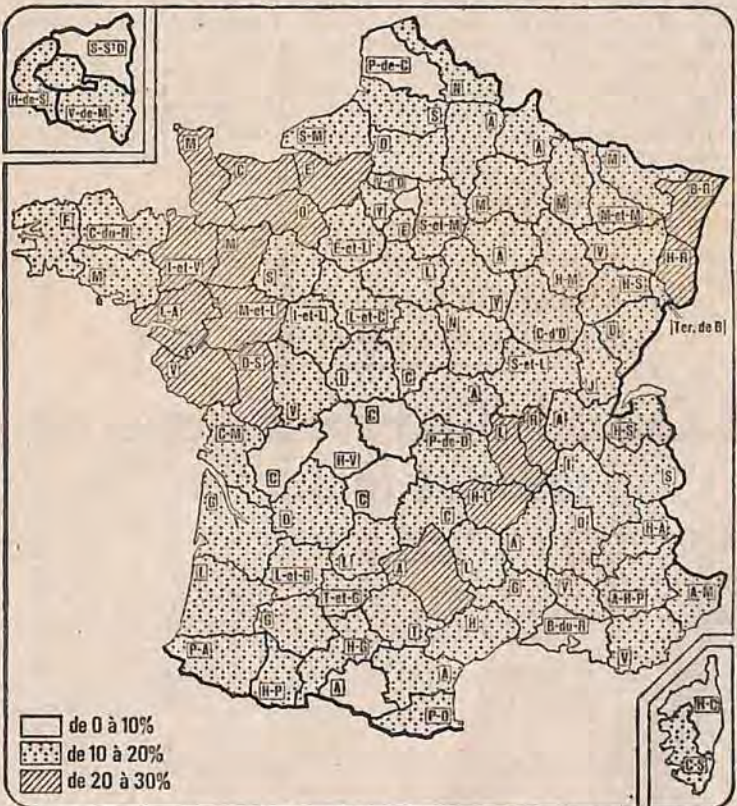
26 avril 1981 : F. MITTERRAND + M. CRÉPEAU



Le pourcentage des voix est calculé par rapport aux suffrages exprimés.

Du centrisme au

5 décembre 1965 : JEAN LECANUET



Le pourcentage des voix est calculé par rapport aux suffrages exprimés.

1^{er} juin 1969 : ALAIN POHER



Le pourcentage des voix est calculé par rapport aux suffrages exprimés.

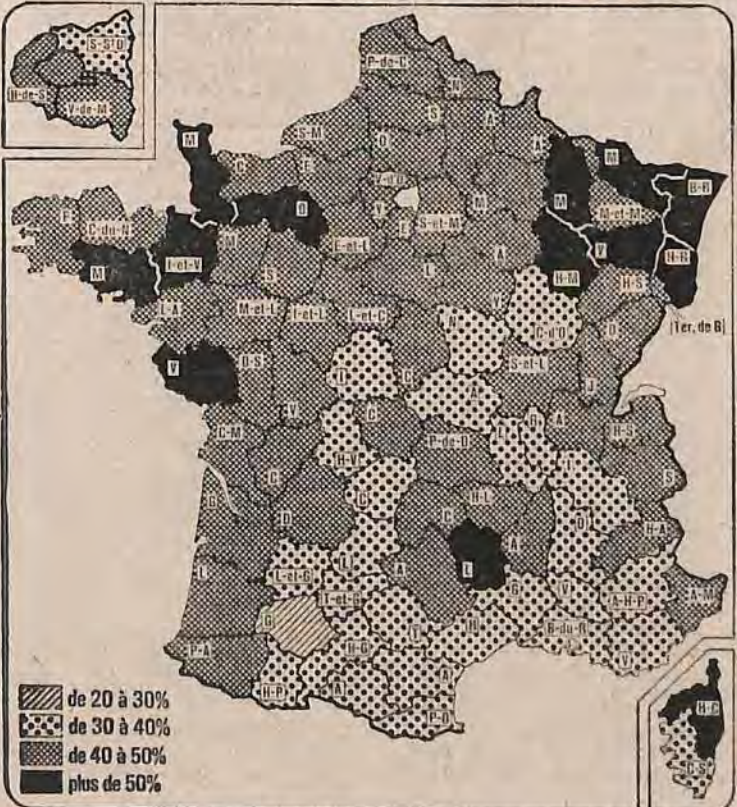
5 mai 1974 : VALÉRY GISCARD D'ESTAING



Le pourcentage des voix est calculé par rapport aux suffrages exprimés.

Seize ans de

5 décembre 1965 : CHARLES DE GAULLE



Le pourcentage des voix est calculé par rapport aux suffrages exprimés.

1^{er} juin 1969 : GEORGES POMPIDOU



Le pourcentage des voix est calculé par rapport aux suffrages exprimés.

5 mai 1974 : JACQUES CHABAN-DELMAS

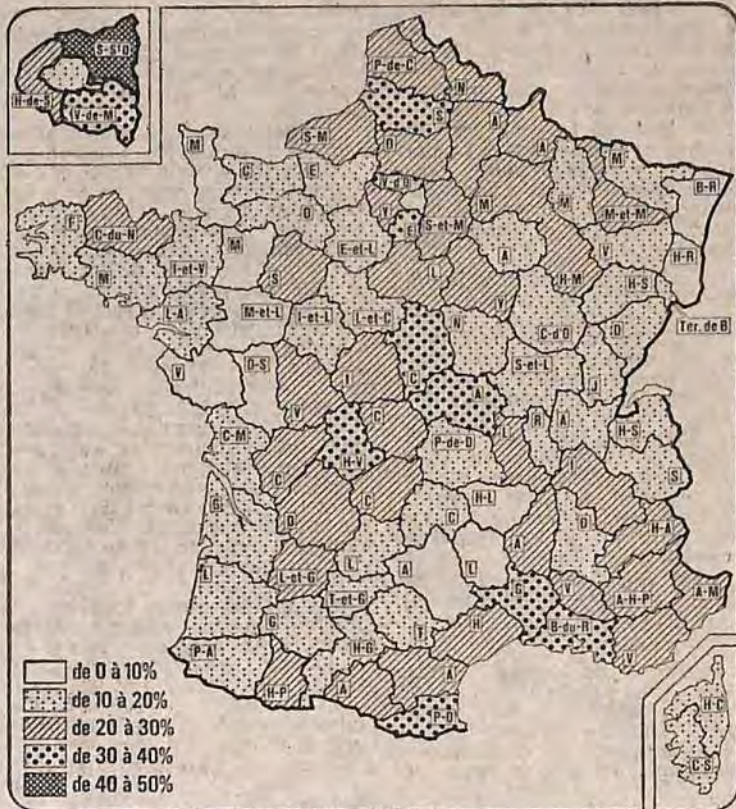


Le pourcentage des voix est calculé par rapport aux suffrages exprimés.

DE L'ÉLECTION PRÉSIDENTIELLE

l'union à la désunion

4 mars 1973 : P.C.



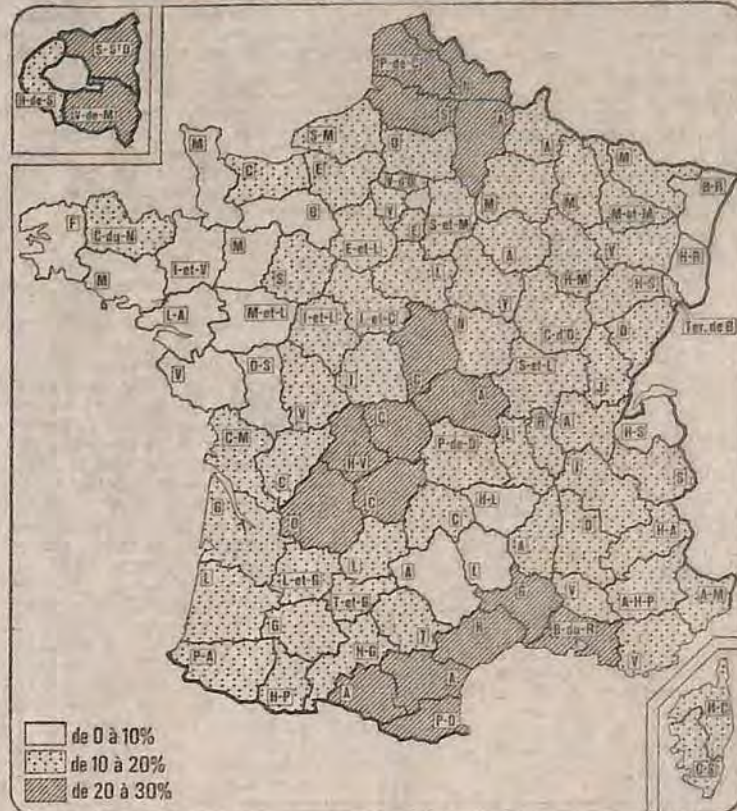
Le pourcentage des voix est calculé par rapport aux suffrages exprimés.

12 mars 1978 : P.C.



Le pourcentage des voix est calculé par rapport aux suffrages exprimés.

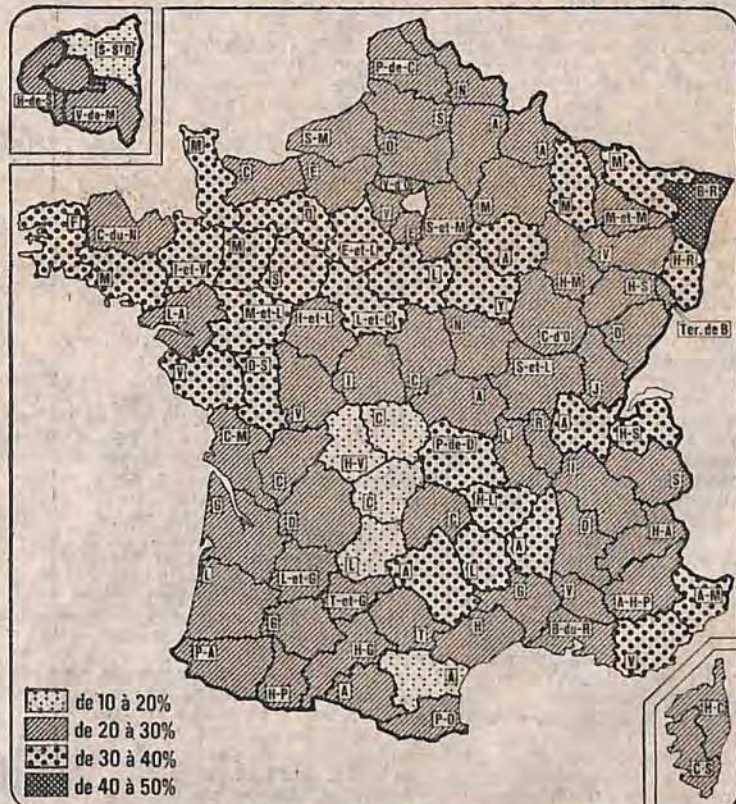
26 avril 1981 : GEORGES MARCHAIS



Le pourcentage des voix est calculé par rapport aux suffrages exprimés.

giscardisme

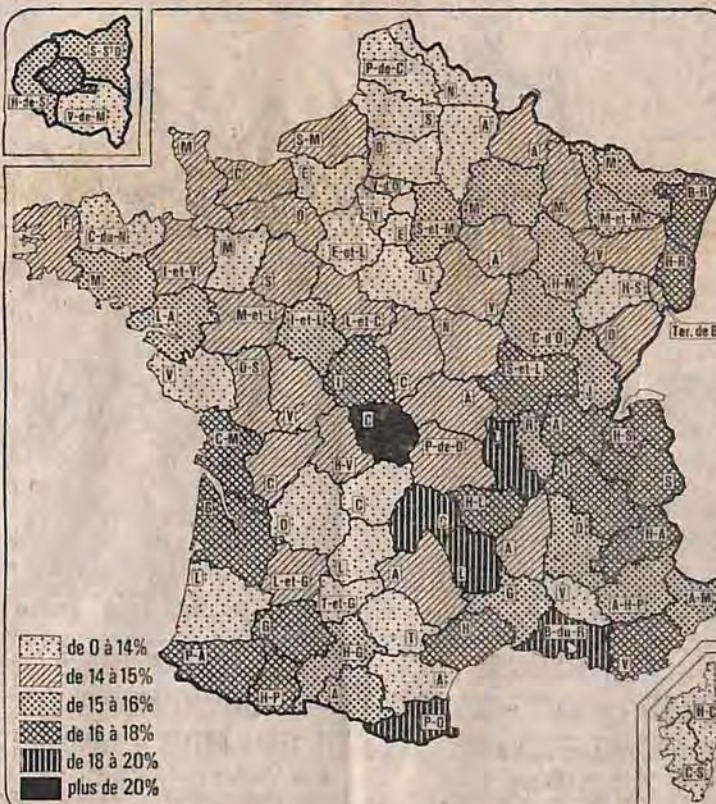
26 avril 1981 : VALÉRY GISCARD D'ESTAING



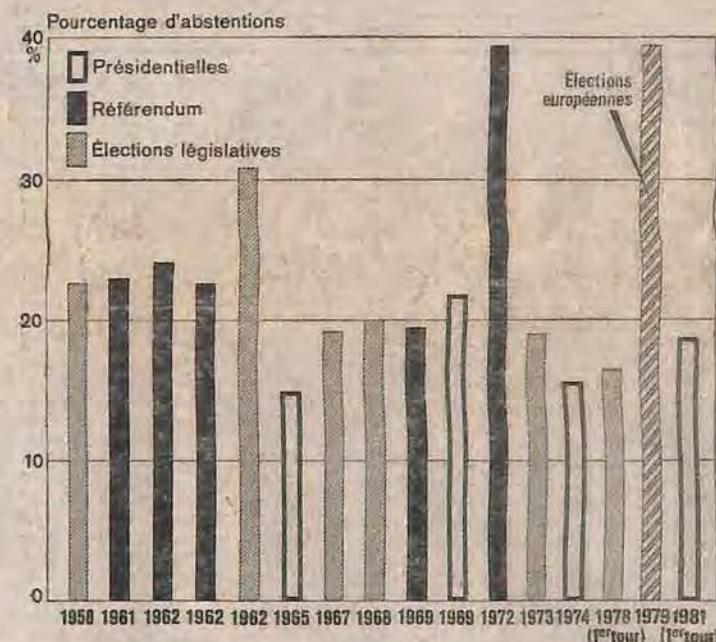
Le pourcentage des voix est calculé par rapport aux suffrages exprimés.

Les abstentions

5 mai 1974 : ABSTENTIONS

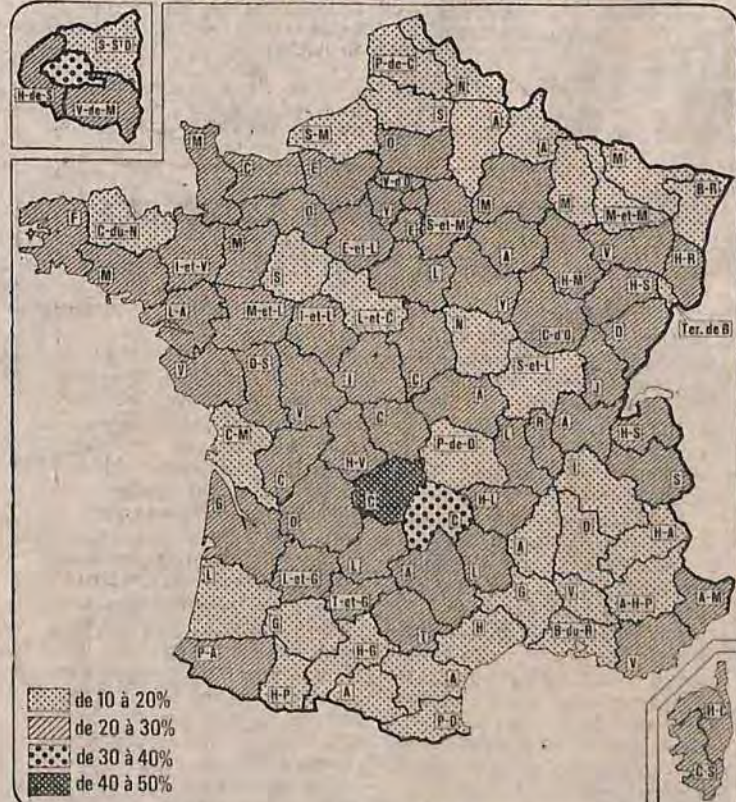


Pourcentage calculé par rapport au nombre d'électeurs inscrits.
Il faut situer les deux départements de la Corse dans la tranche des 30-35 % d'abstentions.



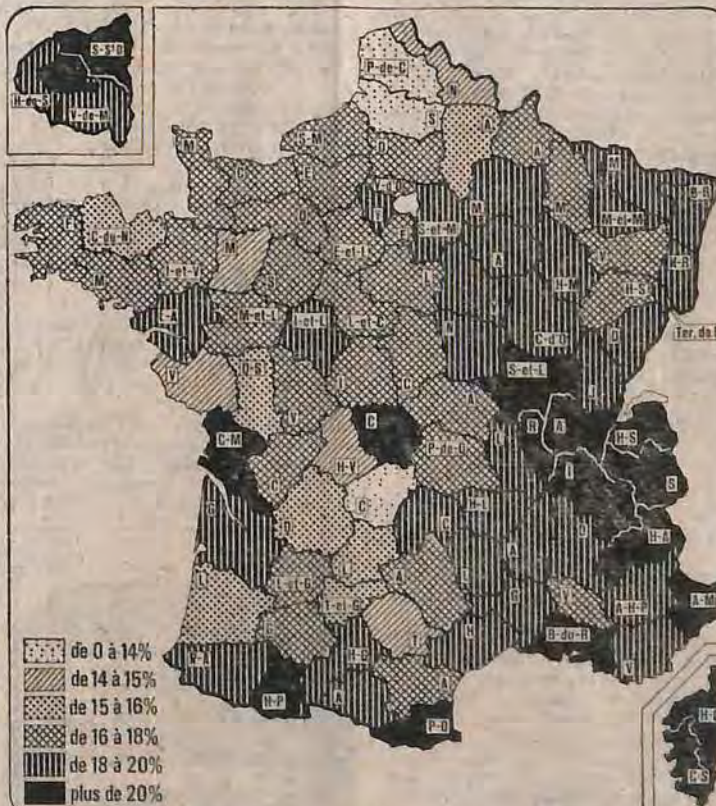
gaullisme

26 avril 1981 : J. CHIRAC + M. DEBRÉ + M.-F. GARAUD



Le pourcentage des voix est calculé par rapport aux suffrages exprimés.

26 avril 1981 : ABSTENTIONS



Pourcentage calculé par rapport au nombre d'électeurs inscrits.

TÉLEX PARTAGÉ
ÉTRAVE SERVICE TÉLEX / PARIS ☎ 345.21.62

Franck et Fils.
De si jolies petites robes.

21 avril - 4 mai.

Franck et Fils
Le grand magasin du séminaire.

Franck et Fils, 80, rue de Passy, Paris 16.
Parking avenue Paul Doumer, face au magasin, Métro Mairie.

La physiologie du scrutin

Le recul du P.C.F. est net dans ses bastions mais aussi dans ses « terres de mission »

Le scrutin européen du 10 juin 1979 avait été marqué, pour le parti communiste, par une stabilisation de son résultat global, comparé à celui qu'il avait obtenu au premier tour des élections législatives de mars 1978 (20,5 %). Cette donnée générale recouvrait des réalités diverses. L'électorat communiste était en recul plus ou moins net dans les régions industrielles de la moitié nord du pays et en progrès dans les régions du Sud à dominante rurale, en particulier dans les départements les plus menacés par la concurrence des pays de l'Europe du Sud candidats à l'entrée dans la C.E.E.

L'élection européenne indiquait les tendances du vote communiste après la rupture de l'union de la gauche. Premier test auquel était soumise la nouvelle ligne du P.C.F. — test sans enjeu véritable, comme en témoignait la faible participation des électeurs, — cette élection dessinait la géographie des inquiétudes et des espoirs électoraux des communistes. Inquiétude dans la région parisienne, le Nord, la Haute-Normandie, mais aussi la Lorraine et la Champagne. Victime de son vieillissement dans ses bastions de la banlieue de la capitale, le P.C.F. subissait, en outre, les effets des transformations sociologiques qui affectent ces quartiers et ces villes, où la population ouvrière diminue tandis qu'augmente le nombre des employés et des cadres moyens.

D'autres éléments doivent cependant être considérés pour expliquer le recul que le P.C.F. enregistrait il y a deux ans dans le Nord-Pas-de-Calais et la

Haute-Normandie. Alors que les suffrages communistes résistaient mieux ou progressaient dans d'autres régions de forte influence socialiste, ils régressaient dans le Nord. La politique des communistes est moins bien accueillie dans des zones ouvrières, en particulier chez les jeunes, que dans des régions d'agriculture, de commerce et de petite industrie rurale. Ce phénomène était confirmé, en 1979, par la régression du vote communiste en Lorraine, où le P.C.F. avait pourtant déployé une intense activité lors de la crise de la sidérurgie.

Les indications fournies par le scrutin de juin 1979 sont amplifiées par le vote de dimanche. Les pertes du P.C.F. sont considérables en région parisienne (moins 10,69 points, en Seine-Saint-Denis), en Seine-Maritime (moins 9,07), dans le Pas-de-Calais (moins 6,79), la Marne (moins 8,71). Elles sont nettes en Lorraine (moins 4,11 points en Meurthe-et-Moselle). Mais, alors que les suffrages communistes avaient progressé en 1979 dans le Midi-Pyrénées et le Languedoc-Roussillon (plus 1,6 point) et s'étaient maintenus à peu de chose près, en Provence (moins 0,2 point), les espoirs que le P.C.F. mettait dans ces régions sont déçus. Il perd 8,65 points dans son nouveau bastion du Gard, 9,37 points dans les Pyrénées-Orientales, 6,5 points dans les Bouches-du-Rhône, près de 6 points dans la Vaucluse. Il est significatif en outre que le parti communiste enregistre son plus fort recul dans un département rural et de vieille petite

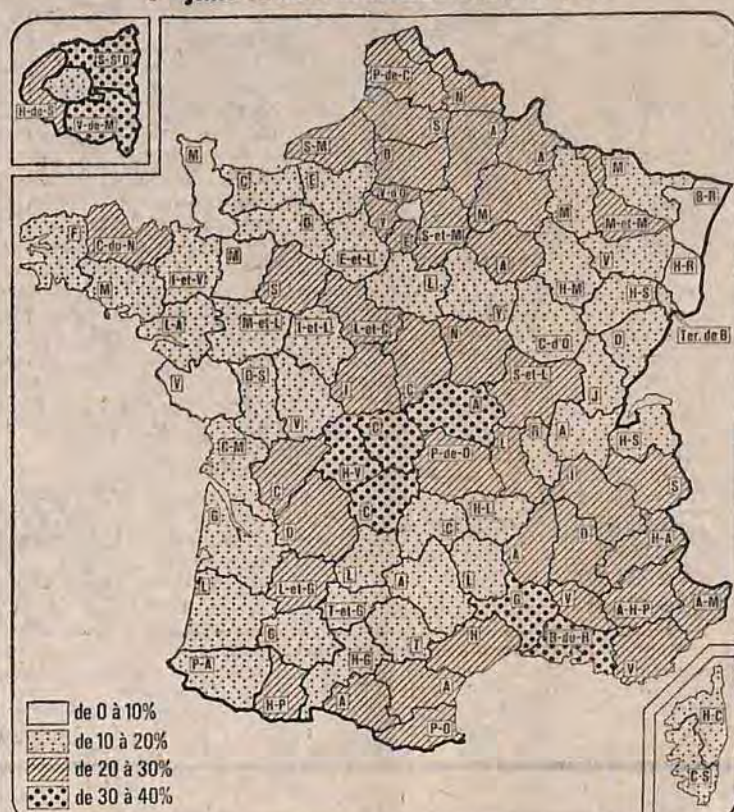
industrie où il est implanté depuis toujours, le Cher (moins 12,75 points).

Les régions où le score du P.C.F. se maintient ou régresse peu sont en définitive celles où il n'occupe qu'une place marginale, l'Alsace et l'Ouest. L'électorat communiste est, là, plus fidèle à un parti-symbole qu'à une politique dont les incidences sur la vie locale sont quasi nulles. Cependant là

où le P.C.F. exerce une certaine influence, dans les Côtes-du-Nord, où cette influence s'était traduite en 1978 par le gain d'un siège de député, il perd près de 6 points. Les électeurs qui se sont détournés du parti communiste pour apporter leurs suffrages à M. Mitterrand ou, marginalement, à Mlle Laguerre ont bien exprimé, par leur vote, un choix politique.

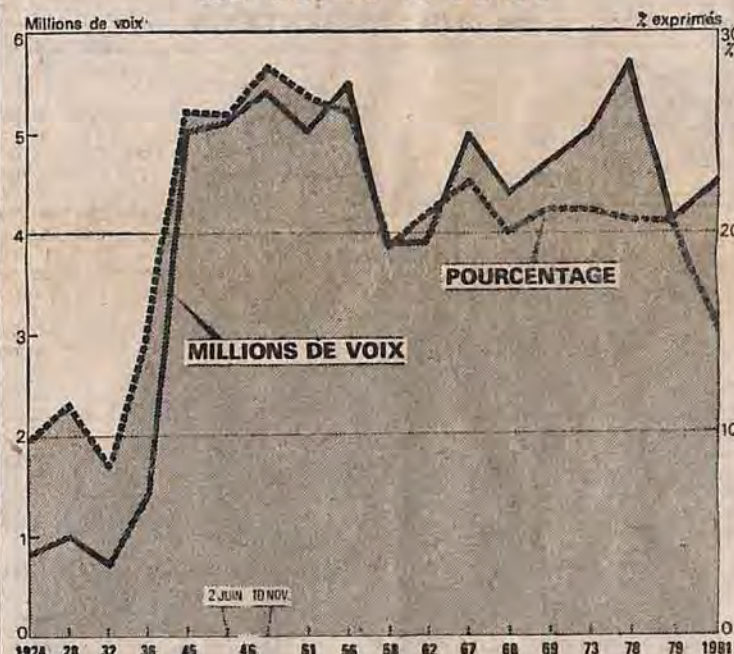
PATRICK JARREAU.

1^{er} juin 1969 : JACQUES DUCLOS



Le pourcentage des voix est calculé par rapport aux suffrages exprimés.

L'évolution des suffrages du P.C.F. de 1924 à 1981



LA MAJORITÉ DÉPASSE LA BARRE DES 50 % DANS QUARANTE DÉPARTEMENTS...

Le total des voix recueillies par MM. Giscard d'Estaing, Chirac, Debré et Mme Garaud est supérieur à 50 % des suffrages exprimés dans les départements suivants : Bas-Rhin (64,32) ; Mayenne (62,83) ; Cantal (61,19) ; Lozère (61,18) ; Vendée (61,03) ; Manche (60,91) ; Haut-Rhin (60,44) ; Maine-et-Loire (58,76) ; Orne (58,48) ; Corse-du-Sud (57,78) ; Haute-Loire (57,51) ; Paris (56,50) ; Haute-Savoie (56,49) ; Ile-et-Vilaine (56,12) ; Morbihan (55,90) ; Alpes-Maritimes (55,06) ; Aveyron (54,91) ; Deux-Sèvres (53,80) ; Moselle (53,30) ; Ain (52,92) ; Haute-Corse (52,64) ; Loiret (52,56) ; Finistère (52,46) ; Pyrénées-Atlantiques (52,28) ; Meuse (52,02) ; Corrèze (51,97) ; Vosges (51,68) ; Yvelines (51,59) ; Calvados (51,55) ; Var (51,50) ; Eure-et-Loir (51,32) ; Yonne (51,27) ; Marne (51,06) ; Aube (50,96) ; Loire-Atlantique (50,87) ; Sarthe (50,79) ; Eure (50,37) ; Savoie (50,33) ; Loire-et-Cher (50,28) ; Ardèche (50,01).

... ET LA GAUCHE DANS TRENTE-DEUX DÉPARTEMENTS

Le total des voix recueillies par MM. Mitterrand, Marchais, Crépeau, Mlle Laguerre et Mme Bouchardeau est supérieur à 50 % des suffrages exprimés : Aude (59,50) ; Nièvre (58,90) ; Ariège (58,42) ; Seine-Saint-Denis (57,94) ; Hautes-Pyrénées (55,45) ; Pas-de-Calais (55,15) ; Haute-Garonne (55,15) ; Haute-Vienne (54,90) ; Gard (54,19) ; Gers (53,85) ; Bouches-du-Rhône (53,49) ; Gironde (53,03) ; Landes (52,46) ; Aisne (52,27) ; Hérault (52,22) ; Val-de-Marne (52,15) ; Dordogne (51,93) ; Territoire de Belfort (51,79) ; Nord (51,78) ; Pyrénées-Orientales (51,75) ; Lot (51,75) ; Charente-Maritime (51,69) ; Charente (51,58) ; Ardennes (51,54) ; Seine-Maritime (51,42) ; Allier (51,36) ; Lot-et-Garonne (51,33) ; Somme (51,21) ; Val-d'Oise (51,06) ; Isère (51,00) ; Tarn-et-Garonne (50,79) ; Essonne (50,73).

LE PREMIER TOUR

DANS LES STUDIOS DE RADIO

TF 1 - FRANCE-INTER : la grand-messe

Au studio 102 de la Maison de Radio-France, le très beau décor de Moretti sur fond d'Elysee donne la solennité qui sied à l'événement et au côté officiel de l'information « sérieuse » distillée par TF1, pour un soir associé à Radio-France. Le pari est osé : c'est la première expérience d'information « non-stop » réalisée par une chaîne de télévision. Comment les téléspectateurs l'ont-ils reçue ?

Douze cents invités à Radio-France, dont six cents journalistes, « parqués » au premier étage du 102. L'abord du plateau est très filtré. « Nous avons voulu éviter le tohu-bohu de la « nuit américaine » de novembre dernier », répond Mme Jacqueline Baudrier, P.-D.G. de Radio-France. « Nous avons voulu garantir le travail des journalistes et des techniciens. » D'où cette impression de grand-messe avec une concélébration un peu trop éloignée de l'assistance...

Aussi les fidèles n'ont-ils pas tardé à s'égarer vers les accueillants buffets installés dans le grand hall du premier étage.

Beaucoup de visages connus : Mme Jacqueline Auriol, MM. Bleustein-Blanchet, Toscani, Plantier, Maurice Herzog, Jean Amadou, Mme Geneviève Dormann... Et puis la ronde des

hommes politiques qui se relaient autour de la table en fer à cheval entre 20 heures et 23 h. 30. Seul le P.C. ne déléguera de porte-parole — M. Juquin — qu'à 22 h. 25.

M. Pierre Sabbagh, qui réalise l'émission, quitte les commandes sur le coup de minuit : il a des crampes dans la main droite. « Le décor est bien fait, les acteurs sont tous en place mais il manque l'imprévu, la réaction, le réflexe qui fait le spectacle. Ils font tous un rôle de composition... »

Il est vrai que les surprises sont rares et qu'on a tendance à s'égarer de ce spectacle « trop souvent vu ». Dehors, des pan-neaux — installés du côté front de Seine, face à la Maison de la Radio — affichent les résultats pour les automobilistes qui passent. On s'attendait à un tableau électronique sophistiqué, mais Radio-France n'a sans doute pas les moyens : c'est de l'affichage manuel, genre terrain de football de petit bourg de province.

Sur les écrans de contrôle de la télévision s'égrenent les derniers chiffres du ministère de l'Intérieur. M. André Thérion, retour de Longchamp, les scrute avec attention. « Vous avez trouvé le tiercé dans l'ordre ? » — « Non ». Ça nous promet peut-être une grosse cote le 10 mai...

CLAUDE DURIEUX.

ANTENNE 2 - EUROPE 1 :

Deux minutes pour un « scoop »

Saine ou sauvage, la concurrence vaut bien quelques entorses aux règles. Est-ce donc sa faute, à ce bon M. Elkabbach, si sa montre avait pris une fâcheuse avance ? Et si celle de son compère Mougeotte affichait elle aussi 20 heures... deux minutes avant le troisième « top » ? Sur un écran espion en fond de studio, Jean-Marie Cavada, maître de cérémonie dans la maison d'en face, plaiffait, son petit verdict Sofres sous le coude. Un peu de patience, braves gens, dans deux minutes la France saura...

Raté ! Deux minutes plus tard, la France... savait déjà. Celle, en tout cas, qui avait choisi le tandem Antenne 2 - Europe 1. Ravi de brûler la politesse à son frère ennemi, Jean-Pierre Elkabbach a vendu la mèche allumée par CII-Honeywell-Bull, avant qu'on n'ait bouclé les dernières urnes dans les bureaux de la capitale. Et quatre heures plus tard, tous débats clos et feux éteints, il s'avouait encore son « coup », le patron de l'A2 : « Cavada a balancé que Giscard arrivait largement en tête une demi-heure avant la clôture. Alors, puisqu'il trichait, on s'est dit qu'on pouvait y aller... » A tricheur, tricheur et demi... Au petit royaume de la concurrence en monopole, on a les « scoops » qu'on peut.

Laisant le couple adverse (TF 1 et France-Inter) régaler le Tout-Paris autour de ses buffets, Antenne 2 et Europe 1 ont travaillé « en famille », dans le décor fonctionnel du studio 4 de Cognac-Jay. Les très rares invités n'ont eu droit qu'au jus de fruit, thé ou café glacé : on ne joue pas de la démocratie entre deux canapés...

Le temps pour Alain Duhamel et René Rémond de commenter en hâte l'affaiblissement historique du P.C., et l'on se promène déjà dans les états-majors. « Fébrilité et sourires », nous dit-on de la rue Marignan, le G.G. giscardien. Rue de Solferino, M. Pierre Mauroy a le micro sous le nez pour fêter la « victoire de François Mitterrand ». Au P.C., on attend toujours en sous-sol — côté buffet — que les dirigeants fassent descendre la bonne parole des étages. « Les militants ont un peu tiqué à l'annonce des estimations », confie — prudent euphémisme — l'envoyé spécial place du Colonel-Fabien. La tournée se termine chez les chiraquiens et M. Charles Pasqua assure qu'après tout « ce n'est pas si mal », au moment même où M. Claude Labbé entre en studio... On ne sait trop où l'assoir, là,

sur une des chauffeuses, derrière les caméras, où M. Sylvain Floirat suit les opérations. Pas un peu mornes ? Non, fausse manœuvre : on l'emmène vite au milieu du plateau, en face de M. Jean-François Deniau, qui lui mitonne déjà quelques larges sourires, magnanimes et désintéressés.

Commence alors un curieux jeu de fauteuils, étrange quadrille mené à trois (le P.C. fait encore le mort) où, à demi-mots, les majorités se cherchent. Car M. Pierre Mauroy est venu à son tour, qu'on a prestement installé, aux côtés du dirigeant R.P.R. « Simple hasard de vous retrouver là, tous deux face à M. Deniau ? » demande, perfide, Jean-Pierre Elkabbach. M. Labbé esquive une fois. Le meneur de jeu insiste, lui propose de traverser le plateau — « Ça augurera peut-être de la suite », dit-il. M. Labbé esquive deux fois. Encore un peu, le plateau prendrait des airs de Rubicon !

On sourit en coulisses. « Il jubile, Labbé, sature une des « têtes » d'Europe 1. C'est vrai que Chirac les tient maintenant au bout de son fusil... » Un accompagnateur du leader R.P.R. opiné du chef : « V.G.E. est tout content d'être arrivé premier. Il se contente de peu. Qu'il se démerde maintenant... »

Faute de communiste — du moins, lors de ce premier débat — M. Deniau, au jeu des fauteuils, restera sans voisin et ses cils d'œil n'y feront rien : M. Labbé, au propre comme au figuré, ne sera ce soir — au mieux — qu'un vis-à-vis...

Entracte. Au sortir du plateau, M. Jean-Luc Lagardère salue ses hôtes. « Vous semblez satisfaits », souffle-t-il à M. Mauroy. « On le servirait à moins, non ? », rétorque le dirigeant tout sourire. MM. Labbé et Deniau suivent, circonspects. Prochains fauteuils à la « maison ronde ».

DOMINIQUE POUCHIN.

TRIBUNES ET DÉBATS

LUNDI 27 AVRIL

— M. Jérôme Jaffré, directeur de la Sofres est l'invité de l'édition spéciale « Election présidentielle », sur France-Inter, à 19 heures.

— MM. Alain Peyrefitte, garde des sceaux, ministre de la justice, et Michel Jobert, président du Mouvement des démocrates, participent au journal de R.M.C. à 19 heures.

MARDI 28 AVRIL

— M. Georges Marchais, secrétaire général du P.C., est l'invité du journal d'A.2, à 19 h. 45.

Les douze « mesures d'urgence » des écologistes

M. Brice Lalonde a invité ses électeurs à se déterminer pour le second tour, en fonction de la prise en considération, par les deux candidats restant en lice, des douze « mesures d'urgence » que les écologistes souhaitent voir appliquer. Voici ces mesures :

1) Arrêt de l'industrie nucléaire, développement des énergies d'énergie et des énergies renouvelables ; 2) réunion d'une conférence européenne pour la réduction concertée du temps de travail ; 3) conservation de toutes les terres cultivables (sauvegarde du Larzac, abandon des projets autoroutiers, des mines d'uranium et du canal à grand gabarit) ; 4) abandon de la force de frappe nucléaire, Miss en place d'une véritable défense civile ;

5) arrêt des ventes d'armes et reconversion des industries concernées ; 6) réforme constitutionnelle instituant des référendums d'initiative populaire aux niveaux local, régional, national ; 7) élection des assemblées régionales au suffrage universel avec suppression des préfets ; 8) représentation proportionnelle, limitation du cumul des mandats, contrôle public des dépenses électorales ; 9) possibilité pour les citoyens d'attribuer jusqu'à 5 % de leurs impôts à des associations d'intérêt général ; 10) création d'un organisme indépendant d'évaluation et de contrôle des émissions techniques ; 11) suppression de la Cour de sûreté de l'Etat ; 12) fin du monopole de la radio et de la télévision.

à louer depuis 190 F (région parisienne)
à vendre depuis 240 F par mois
sans apport personnel
Tous nos pianos sont garantis dix ans.
Livraison dans toute la France,
du lundi au samedi de 9 h à 19 h.
75 bis, av. de Wagram - 75017 Paris
Tél. 763.34.17 ou 227.88.54

LES PIANOS DAUDE

DE L'ÉLECTION PRÉSIDENTIELLE

Les réactions
en France

ET DE TÉLÉVISION

Presse-bouton

Ils sont fous, avec leurs estimations ultra-rapides livrées au bon peuple avant même le « top » de 20 heures, comme ça a été le cas sur Antenne 2. A quoi rime cette frénésie de dire tout tout de suite ? Le premier mouvement de curiosité passé, on n'a plus grand-chose à espérer de ces interminables soirées électrolaires ponctuées par des appels à admirer la précision et la rapidité des résultats donnés d'entrée de jeu, de ces soirées presse-bouton où l'on erre de chaîne en chaîne en attendant les apparitions des candidats et en fuyant celles de leurs lieutenants qu'on vient d'entendre ici avant de les retrouver là.

Alors, on s'accroche à des détails, au ton pète-sec de Jean-Marie Cavada priant son envoyé spécial rue de Marignan de mettre le micro devant sa bouche, on n'entend pas ce qu'il dit : au petit sourire satisfait et méprisant promené de studio en studio par Jean-François Deniau ; à la façon dont Jean-Pierre Elkabbach s'est agrippé à distance aux basques de Georges Marchais, piétinant la concurrence avec des questions lancées à la mitrailleuse au secrétaire général du P.C. qui s'est laissé aller à une hargne déprimante en tapant à bras raccourcis avec une espèce de jubilation sur François Mitterrand.

Le seul de ses supporters à entrer dans la ronde des chaises

musicales occupées successivement par MM. Mauroy, Pasqua, Chevènement et Labbé, pour n'en citer que quelques-uns, Pierre Juquin, a reconnu et déploré la défaite du parti avec une franchise inhabituelle au cours de ces nuits marquées par une autosatisfaction générale et partagée.

On guettait, vous pensez bien, de quartier général en quartier général l'arrivée sans cesse retardée devant les micros des quatre grands. Valéry Giscard d'Estaing, pour sa part, a fait sourire en demandant à son entourage où étaient les caméras de télévision avant de plonger, visiblement excité et ravi, dans ses petits papiers. A Château-Chinon, le leader du P.S nous a fait languir interminablement. Là encore, J.-P. Elkabbach, décidément très accrocheur, a voulu griller J.-M. Cavada — cette fois il s'est cassé le nez — en essayant par des « M'sieur Mitterrand, M'sieur Mitterrand » lancés depuis la rue Cognacq-Jay d'attirer une attention trop sollicitée pour lui être accordée.

Un bon point enfin aux petits candidats. Ils ont tous fait preuve — Débré excepté, il a brillé par son absence — d'une dignité, d'une sincérité et d'un sens du fair-play d'autant plus méritoire que l'appel, entendu semble-t-il, à voter utile n'avait pas arrangé leurs scores.

CLAUDE SARRAUTE.

Les émissions du matin

Innovation à la télévision ! La campagne pour le deuxième tour commence sur TF 1 qui travaille en liaison avec R.T.L. et la rédaction de l'Express dès 6 heures du matin lundi 27 avril. Après le traditionnel bonjour sec d'Yves Mourou et quelques hésitations au départ des déclarations enregistrées la veille par les deux candidats restants, la machine se met en marche et roule Roule et triture complaisamment le score du parti communiste — Recul, effondrement... Les élections ne sont pas un domaine où se pratique la stratégie de la subtilité.

Au cours de son émission, TF 1 a présenté, en collaboration avec l'Express, qui les publiera mardi de façon détaillée, différentes cartes présentant des analyses du scrutin. Ce travail a été réalisé à l'aide des ordinateurs de l'Institut national d'études démographiques par deux chercheurs, un informaticien mathématicien, M. Hervé Le Bras, et un historien, M. Emmanuel Todd. Cette étude a montré que la carte des départements les plus touchés par le chômage ne correspond pas à celle des départements où la

gauche a progressé le plus.

Une autre étude montre que les places fortes de l'électorat communiste ne recouvrent pas, à quatre départements près, celles de la population ouvrière. Pour ce qui concerne l'électorat majoritaire, l'étude de l'Express montre que M. Chirac a réalisé ses meilleurs résultats dans les régions où l'implantation de la droite est traditionnelle (Vendée, Bocage normand, etc.). Quant à la carte de la « France giscardienne », elle correspond exactement à celle de la pratique religieuse et de la droite en 1936.

Les deux chaînes restent classiques. Antenne 2 en liaison avec Europe 1 interroge les régions par l'intermédiaire de ses correspondants, intercale au milieu des chiffres et des déclarations des pages de magazine. Revue de la presse régionale dont les titres se ressemblent, de la presse étrangère, qui ne s'intéresse pas exagérément à ce premier tour Passant d'une chaîne à l'autre, on retrouve les mêmes images, on entend les mêmes paroles, et le ton est voisin.

C. G.

Dans les milieux politiques

M. DOMINIQUE GALLET, président du club Gaullisme et prospective, ancien secrétaire général de l'Union des gaullistes de progrès, estime que « l'incontestable percée de Jacques Chirac et le brillant score de François Mitterrand montrent qu'au-delà des convergences de fond qui existent déjà entre gaullistes et socialistes le changement que souhaitent plus des deux tiers des Français peut, au lendemain du 10 mai, s'incarner dans une nouvelle majorité. Cette perspective, dit-il, devrait dominer le débat du deuxième tour. »

M. EDGAR FAURE, interrogé dimanche soir sur R.T.L. a déclaré que le résultat du premier tour était « très remarquable, d'une part pour le président et d'autre part pour la majorité ». En ce qui concerne le report des voix de M. Chirac sur M. Giscard d'Estaing, il a affirmé : « Ce report se fera très bien. »

M. ERIC HINTERMANN, secrétaire général du parti social-démocrate (P.S.D.), qui a renoncé à être candidat pour soutenir dès le premier tour M. Mitterrand, se réjouit du « très grand succès remporté par le candidat du socialisme démocratique », et demande à « l'ensemble des réformistes, ni marxistes ni collectivistes » d'apporter à M. Mitterrand « un soutien d'autant plus total qu'il est, face à la droite, le candidat du changement et d'une alternance raisonnable. »

M. ALAIN KRIVINE, membre du bureau politique de la Ligue communiste révolutionnaire, appelle « l'ensemble des travailleurs à la mobilisation générale pour assurer dans l'unité la victoire de François Mitterrand au second tour ». Il estime qu'il est « de la responsabilité du P.C.F. et du P.S. de développer dans tout le pays la mobilisation unitaire pour assurer la défaite de Giscard. »

M. JEAN-MARIE LE PEN, président du Front national (extrême droite) : « Seul responsable politique à avoir lancé un mot d'ordre de grève du vote, abstention ou vote blanc, je constate que le mot d'ordre a été largement suivi puisque le pourcentage des abstentionnistes est en augmentation. Plus d'un million et demi de Français ont, malgré la propagande officielle des principaux candidats, refusé de voter. L'opposition nationale est virtuellement ce soir le cinquième parti de France. »

LES RADICAUX-SOCIALISTES (valoisien) estiment que M. Giscard d'Estaing « a des chances très évidentes d'entamer un septennat nouveau ». Ils lancent « un appel solennel au centre gauche et à la gauche authentique pour écarter l'aventure du changement de société et pour se rassembler pour un choix responsable autour de Valéry Giscard d'Estaing. »

LES SIGNATAIRES DE L'APPEL DES CENT (militants contestataires du P.C.F. — le Monde du 27 février) affirment que les résultats du premier tour « confirment la possibilité d'une victoire de la gauche ». « La gauche, déclarent-ils, gagnera dans

la pluralité. Pas une voix ne doit manquer pour sa victoire. Un vote d'union la conditionne le 10 mai. Il est décisif pour l'avenir du mouvement ouvrier. »

LE PARTI COMMUNISTE MARXISTE-LÉNINISTE, déclare M. Pierre Bauby, son secrétaire politique, estime que « l'affaiblisse-

ment du P.C.F. au profit de la social-démocratie n'est pas une bonne chose » et annonce qu'il définira sa position pour le second tour « afin de battre la droite », « sur la base de l'analyse approfondie des résultats ».

LE BUREAU EXECUTIF DES COMITES COMMUNISTES

POUR L'AUTOGESTION (trotskistes) estime que le recul de M. Georges Marchais est la sanction de « l'attitude anti-unitaire du P.C.F. », de ses positions à « l'encontre des travailleurs immigrés » et de son « soutien à la politique de l'U.R.S.S. en Afghanistan et en Pologne ».

Dans les milieux syndicaux

La veillee ne s'est pas prolongée dans les organisations syndicales. Peu après minuit et demie, les lumières s'éteignent à la C.G.T., rue La Fayette, à la C.F.D.T., rue Cadet et à la FEN, rue La Bruyère, les seules confédérations à avoir ouvert leurs portes en cette nuit d'élection.

La C.F.D.T. allait être la seule à donner, sans délai, sa position officielle. Un climat proche de l'euphorie régnait rue Cadet. « Je préfère montrer ma satisfaction au premier tour sans attendre le deuxième », disait, jovial sinon prudent, l'un des secrétaires nationaux. A 22 h. 30, devant une quinzaine de journalistes, M. Edmond Maire lisait une déclaration d'une cinquantaine de lignes qui pouvait se résumer en deux phrases : « Se taire serait une démission. » « L'élection de François Mitterrand doit permettre de s'engager dans la voie du changement. »

Ce texte avait été arrêté, deux heures plus tôt, par le bureau confédéral réuni avant même la clôture du scrutin, conformément au mandat que lui avait donné le bureau national, quatre jours auparavant.

Pour la FEN, rue La Bruyère, il faudra attendre ce lundi après-midi pour connaître la position officielle. Mais elle transparaissait à travers la déclaration « personnelle » du secrétaire général. Il ne dissimulait ni son conten-

tement ni le prévisible soutien « au changement » — pour ne pas prononcer en toutes lettres le nom de M. Mitterrand.

Tout autre était l'ambiance à la C.G.T. où les journalistes s'entendaient reporter, de demi-heure en demi-heure, le moment de la déclaration confédérale. Elle prit la forme d'un bref texte transmis directement à l'Agence France-Presse, vers 23 h. 30.

Il résultait d'une discussion animée du bureau, réuni à 22 heures, il fut un instant proposé, paraît-il, de renvoyer cette déclaration à la commission exécutive, convoquée mercredi 29 avril. M. Gaumé — le seul socialiste du bureau — fit observer que cet ajournement était impossible car le bureau avait dûment annoncé qu'il ferait connaître son attitude dès le 26 au soir. S'il obtint satisfaction sur ce point, M. Gaumé n'en resta pas moins hostile au texte adopté, étant donné son imprécision et son caractère dilatoire concernant le second tour. « On sait que le comité central du P.C.F. se réunit le 28 avril », disait, cette nuit, l'un des militants contestataires de la C.G.T. « Il est sûr qu'il se trouvera des membres de la commission exécutive pour en faire la remarque au cours du débat qui promet d'être houleux. »

J. R.

C.F.D.T. : se taire serait une démission.

« Pour la C.F.D.T., le score de la gauche socialiste porteuse de liberté, de bien-être social, de lutte pour la paix et de solidarité avec les peuples contre tous les impérialismes représente un grand espoir pour les travailleurs. La C.F.D.T., attachée à la construction du socialisme autogestionnaire, exprime à cette occasion sa satisfaction, a déclaré M. Edmond Maire. »

« (...) La grande majorité du peuple français (...) sanctionne les effets des orientations et des mesures prises de 1974 à 1981 avec les conséquences que chacun connaît : augmentation du chômage, accroissement des inégalités, restriction des libertés individuelles et collectives. C'est une véritable aspiration au changement qui s'est manifestée le 26 avril et dont François Mitterrand est porteur pour le second tour. »

Rappelant les priorités et les orientations qu'elle a définies, la C.F.D.T. constate que « la voie dans laquelle François Mitterrand a publiquement promis de s'engager recoupe sur de nombreux points les propositions » qu'elle formule depuis des années.

« Se taire serait une démission (...) Pour la C.F.D.T. l'élection de François Mitterrand le 10 mai doit permettre de s'engager dans la voie du changement. »

C.G.T. : la question décisive gravite autour des conditions du vrai changement.

La C.G.T. déclare considérer que, « au soir du premier tour de l'élection présidentielle (...), par-delà l'opposition populaire à la politique giscardienne, la question décisive gravite autour du problème des moyens économiques, sociaux et politiques, indispensables au vrai changement pour lequel la lutte de la C.G.T. continue. »

La commission exécutive convoquée pour le mercredi 29 avril décidera de « la position de la C.G.T. par rapport au deuxième tour de cette élection. »

F.O. : relancer immédiatement la négociation collective.

Les statuts de F.O. lui interdisant tout engagement dans une compétition électorale, M. Bergeron ne commente pas les résultats. « La commission exécutive nationale de F.O. est convoquée pour mardi 28 avril, déclare-t-il, non pour prendre position dans la campagne, mais pour préparer les initiatives que la confédération prendra dès l'élection du nouveau président. F.O. entend immédiatement relancer la négociation collective dans un contexte qui demeure extrêmement difficile étant données la portée et la dimension de la crise écono-

FEN : marquer avec force la volonté de changement.

M. André Henry a déclaré : « La FEN a porté une appréciation très sévère sur la politique économique et sociale du dernier septennat (...). Le résultat du premier tour de scrutin confirme qu'une grande majorité de Françaises et de Français partagent ce jugement. » La FEN (...) sera naturellement conduite à marquer avec force sa volonté de changement. »

C.F.T.C. : pas de consigne de vote.

« Le pourcentage de participants est substantiel et c'est encourageant pour la démocratie. Nous espérons qu'il en sera de même au second tour, déclare M. Bormard. » La C.F.T.C. ne donnera pas plus de consigne de vote au second tour qu'elle n'en a donné au premier. M. Giscard d'Estaing et M. Mitterrand ont largement répondu aux questions que la C.F.T.C. leur a posées. Ces réponses (...) autant d'engagements, notamment pour la priorité à l'emploi, Elle le rappellera à l'un comme à l'autre. »

C.G.C. : pas de déclaration en faveur de l'un ou de l'autre.

Pour M. Jean Menu, « les résultats du premier tour constituent à la fois un vote-sanction pour les orientations de la politique économique et sociale du président sortant, particulièrement en matière d'emploi, et un désaveu du marxisme et du collectivisme, comme l'atteste la chute des suffrages du P.C.F. La C.G.C. ne fera aucune pression, aucune déclaration, en faveur de l'un ou l'autre des candidats. »

P.M.E. : le choix est facile à définir.

« Devant le choix de société, les petites entreprises ne peuvent que maintenir la position qu'elles ont toujours défendue, c'est-à-dire celle de la libre entreprise, a déclaré M. René Bemasconi, président de la confédération générale des P.M.E. Compte tenu des orientations que le parti communiste a eues au regard des P.M.E. pendant la campagne du premier tour, le choix des P.M.E. est maintenant facile à définir. »

Édité par la S.A.R.L. le Monde.
Gérant : Jacques Fauvet, directeur de la publication.
Jacques Sauvaget.

Imprimerie du « Monde », 3, rue d'Italie, PARIS-IX.
1978
Reproduction interdite de tout article, sans accord avec l'administration.
Commission paritaire n° 51437.

Dans la presse parisienne

« L'Humanité » : ils ont réussi à nous porter un coup

« Certes nos adversaires qui avaient prédit notre effondrement et rêvé de nous « marginaliser » n'ont pas atteint leur objectif. »

Il n'en reste pas moins qu'ils ont réussi à nous porter un coup. On peut estimer que la raison essentielle de la perte de nos suffrages est peut-être dans la volonté — ou plutôt l'illusion — d'un certain nombre d'électeurs de voter dès le premier tour pour le candidat de gauche qui leur était désigné par le pouvoir comme le seul capable d'accéder au second tour. La manœuvre de l'appel au « vote utile » développée par le candidat socialiste tout au long de sa campagne et complaisamment appuyée par les médias semble avoir porté ses fruits. D'autant plus facilement sans doute que, aux deux dernières consultations de ce type, le parti

communiste s'était effacé dès le premier tour au profit de F. Mitterrand. »

On notera également que « le vote utile » a également bénéficié à M. Giscard d'Estaing.

Ce n'est pas la première fois que notre parti subit des revers. Déjà en 1958, dans d'autres conditions certes, il avait momentanément reflui devant la poussée gaulliste et tombait même aux législatives à 18,9 % : des les municipales qui suivaient, il avait regagné ses positions. (...) Le recul de notre parti à cette élection ne crée pas les meilleures conditions pour opérer le changement de politique nécessaire. Nous sommes persuadés que la seule condition pour obtenir ce changement, c'est que l'opinion dans sa majorité prenne conscience du bien fondé de notre position. Ce n'est pas le cas. Mais quelles que soient les difficultés du moment, les communistes ne baisseront pas les bras et continueront leur combat au service des travailleurs. »

(RENE ANDRIEU.)

LE MATIN DE PARIS : nous attendons de M. Mitterrand qu'il soit le rassembleur des Français.

Pendant sept ans, le vote d'une moitié des Français a imposé un pouvoir quasi absolu à l'autre moitié, qui refusait cette mainmise. Ceux qui avaient perdu et qui n'étaient plus associés à la vie politique de ce pays se sont sentis de ce fait impuissants et humiliés. Pourtant, la démocratie, ce n'est pas d'imposer ses volontés, simplement parce que l'on a 0,5 % ou 1 % de voix en plus, mais de tenir compte des autres, de tous les autres, de toutes les minorités qui font la complexité et la richesse d'une nation comme la nôtre.

Nous attendons de François Mitterrand qu'il soit le rassembleur de tous les Français.

(CLAUDE PERDRIEL.)

LE FIGARO : ce qui compte c'est de tout faire pour battre M. Mitterrand.

« Ce qui compte à partir d'aujourd'hui, c'est de tout faire pour que M. François Mitterrand soit battu le 10 mai. Ce sera difficile. La bataille sera rude et le scrutin serré. Mais la victoire est possible. (...) Au regard de l'enjeu, les querelles qui ont divisé la majorité pendant la première partie de la campagne apparaissent à la fois subalternes et dérisoires. Il serait inconcevable et inconvenant qu'elles continuent sans aucun doute une partie de la famille majoritaire, déçue, ressentant aujourd'hui une certaine amertume. C'est un sentiment compréhensible, qu'il est nécessaire de surmonter. (...) Nous n'avons jamais cru à la division profonde de la majorité. (...) Le temps est venu maintenant de rassembler les forces pour le second tour. »

(MAX CLOS.)

LES ECHOS : un libéralisme plus authentique...

« Le scrutin d'hier confirme, au niveau global, la bipolarisation des électeurs autour de deux conceptions de la société : libéralisme et socialisme (...). Si un doute subsiste encore sur le type de socialisme qu'entendrait appliquer M. Mitterrand une fois élu, il semble bien qu'un libéralisme plus authentique devrait caractériser un second septennat de M. Giscard d'Estaing. A condition que tous les partisans de la libre entreprise et de l'initiative privée le veuillent bien et se mobilisent. »

(CLAUDE FANJAS.)

L'AUREORE : un homme blessé est souvent dangereux.

« La gifle magistrale reçue par M. Marchais va retentir encore longtemps. Ses provocations politiques, ses violences verbales et son numéro de malotru ont donc fini par laisser jusqu'au public le mieux disposé à son égard. Seulement, un homme à terre, un homme blessé est souvent dangereux. M. Mitterrand risque de payer cher la relative percée socialiste (...). Aussi quel que soit le verdict de M. Marchais, l'opposition collectiviste sera bloquée autour de son champion. Aucune voix libérale ne doit manquer à celui qui est désormais le seul candidat de la liberté. »

(GUY BARRET.)

CENTRE



(Dessin de CHENEZ.)

LENTILLES OSIRIS

Lentilles de contact B & L, 1^{er} fabricant mondial, tolérance incomparable. Vos lentilles le jour même. Pour tous les sports.

450 F
la paire.
PROMOTION
Jusqu'au 15.5.81
avec ce bon.
Adaptation : 230 F.

Laboratoires OSIRIS
PARIS 1^{er} (M^e Châtelet), 20 quai de la Mégisserie. (Entrée à l'angle) 233.00.20.
PARIS 8^e (M^e Etoile), 21 av. de Friedland. 563.55.99 - 562.94.96.
LYON 6^e (M^e Foch), 4 quai du Gal Sarraill. 824.12.46.

Tous les vendredis
« Fonctions
Commerciales »
La rubrique d'offres
d'emploi pour les
nouveaux vendeurs.

L'ÉVOLUTION DES PRINCIPALES FAMILLES POLITIQUES EN MÉTROPOLE DE 1974 A 1981

Familles politiques	5 mai 1974	12 mars 1978	10 juin 1979	26 avril 1981	Familles politiques	5 mai 1974	12 mars 1978	10 juin 1979	26 avril 1981	Familles politiques	5 mai 1974	12 mars 1978	10 juin 1979	26 avril 1981	Familles politiques	5 mai 1974	12 mars 1978	10 juin 1979	26 avril 1981		
% inscrits	% inscrits	% inscrits	% inscrits	% exprimés	% inscrits	% inscrits	% inscrits	% inscrits	% exprimés	% inscrits	% inscrits	% inscrits	% inscrits	% exprimés	% inscrits	% inscrits	% inscrits	% inscrits	% exprimés		
AIN					DORDOGNE					LOZÈRE					SARTHE						
U.D.F.	31,80	28,06	17,09	23,26	31,66	16,97	2,59	12,65	17,38	20,86	U.D.F.	37,95	45,67	24,46	31,05	29	26,45	13,45	16,43	25,28	30,84
R.P.R.	10,60	10,89	7,43	13,14	17,89	21,72	32,28	12,17	18,08	21,64	R.P.R.	10,63	2	10,40	15,42	19,37	13,09	27,45	8,78	14,19	17,32
M.R.G.	6,50	11,41 (2)	1,89	1,89	2,52	41,17 (1)	17,54	15,51 (2)	21,73 40,64 (3)	2,25	M.R.G.	25,54 (1)	21,49	11,70 (2)	0,77	0,97	35,30 (1)	18,20	13,18 (2)	1,77	2,16
P.S.	32,43 (1)	12,77	7,83	16,61 28,84 (3)	25,34	P.S.	25,54 (1)	6,79	7,08	6,75	P.S.	25,54 (1)	6,79	7,08	6,75	22,21	20,99	34,38 (3)	11,17	11,61	25,61
P.C.	13,17	13,17	13,17	8,53	11,34	P.C.	25,54 (1)	6,79	7,08	6,75	P.C.	25,54 (1)	6,79	7,08	6,75	22,21	20,99	34,38 (3)	11,17	11,61	25,61
AISNE					DOUBS					MAINE-ET-LOIRE					SAVOIE						
U.D.F.	23,48	17,79	14,91	21,15	25,46	32,04	11	16,34	20,77	25,86	U.D.F.	34,04	23,03	20,58	28,83	35,25	25,56	12,90	16,20	21,55	27,98
R.P.R.	13,09	10,43	9,75	13,49	16,24	9,23	16,09	9,85	15,95	19,86	R.P.R.	11,80	26,37	10,26	16,37	20,02	13,32	22,53	9,03	14,71	19,11
M.R.G.	0,21	0,21	1,31	1,31	1,58	35,49 (1)	0,84	14,54 (2)	1,43	1,78	M.R.G.	26,04 (1)	0,41	12,44 (2)	1,91	2,34	36,09 (1)	25,85	13,21 (2)	1,51	1,96
P.S.	41,81 (1)	20,44	14,30 (2)	21,05 40,45 (3)	25,34	P.S.	26,04 (1)	19,15	23,24 33,75 (3)	20,94	P.S.	26,04 (1)	19,15	23,24 33,75 (3)	20,94	23,99	25,85	13,21 (2)	19,45 31,63 (3)	25,25	25,25
P.C.	24,54	24,54	16,74	18,08	21,77	P.C.	26,04 (1)	8,35	9,07	11,29	P.C.	26,04 (1)	8,35	9,07	11,29	23,99	25,85	13,21 (2)	19,45 31,63 (3)	25,25	25,25
ALLIER					DROME					MARNE					HAUTE-SAVOIE						
U.D.F.	27,99	15,87	13,78	20,80	25,26	25,13	16,62	16,12	21,43	27,20	U.D.F.	36,97	30,45	29,61	36,39	33,65	27,59	18,97	26,07	31,44	31,44
R.P.R.	8,18	15,12	9,57	14,73	17,97	12,49	14,93	7,28	12,19	15,48	R.P.R.	13,60	18,21	10,21	17,74	21,80	10,91	6,08	8,08	15,74	20,56
M.R.G.	41,24 (1)	17,07	12,50 (2)	19,52 39,71 (3)	23,81	30,31 (1)	25,08	14,59 (2)	1,63	2,07	M.R.G.	25,29 (1)	16,13	11,79 (2)	1,38	1,69	29,44 (1)	16,35	10,80 (2)	1,70	2,22
P.S.	25,73	25,73	18,31	18,72	22,83	P.S.	25,29 (1)	16,13	22,25 35,72 (3)	28,23	P.S.	25,29 (1)	16,13	11,79 (2)	1,38	2,22	29,44 (1)	16,35	10,80 (2)	1,70	2,22
P.C.	25,73	25,73	18,31	18,72	22,83	P.C.	25,29 (1)	6,80	11,83	15,02	P.C.	25,29 (1)	6,80	11,79 (2)	1,38	2,22	29,44 (1)	16,35	10,80 (2)	1,70	2,22
ALPES-DE-HAUTE-PROVENCE					EURE					MARNE					SEINE-MARITIME						
U.D.F.	25,09	8,64	16,36	21,60	27,16	29	21,24	17,02	23,63	28,68	U.D.F.	29,08	19,74	16,49	23,93	29,87	27,59	14,84	15,80	23,09	28,88
R.P.R.	11,07	13,61	8,66	12,44	15,65	12,73	17,63	9,78	15,48	18,78	R.P.R.	11,35	21,23	10,23	14,54	18,15	10,31	19,45	7,49	11,67	14,19
M.R.G.	0,24	0,24	1,47	1,47	1,85	36,73 (1)	14,61	14,70 (2)	1,88	2,28	M.R.G.	36,37 (1)	15,83	11,64	1,57 1	1,97	40	1,62	1,62	1,60	1,95
P.S.	40,29 (1)	10,79	14,72 (2)	19,56 36,75 (3)	25,09	P.S.	14,61	21,95 34,98 (3)	11,15	13,53	P.S.	36,37 (1)	15,83	11,64	19,39 33,40 (3)	24,20	27,59	16,80	21,85 39,21 (3)	26,57	26,57
P.C.	20,78	20,78	14,79	15,31	19,25	P.C.	14,61	11,15	11,15	13,53	P.C.	36,37 (1)	15,83	11,64	12,43	15,51	27,59	16,80	21,85 39,21 (3)	26,57	26,57
HAUTES-ALPES					EURE-ET-LOIR					HAUTE-MARNE					DEUX-SEVRES						
U.D.F.	26,44	36,66	19,72	23,11	29,83	30,22	29,03	18,59	25,15	30,60	U.D.F.	28,38	17,51	16,17	22,83	28,69	29,32	37,09	19,99	27,38	33,24
R.P.R.	13,63	13,63	7,36	12,63	1,93	11,54	12,23	9,16	14,36	17,48	R.P.R.	12,44	24,38	9,35	13,95	17,53	14,37	7,61	9,10	13,99	16,98
M.R.G.	35,11 (1)	11,25	12,45 (2)	1,49	1,93	35,30 (1)	5,97	15,65 (2)	2,47	3,01	M.R.G.	35 (1)	2,58	13,75 (2)	1,38	1,74	29,46 (1)	25,12	14,77 (2)	3,50	4,25
P.S.	16,36	16,36	11,23	11,92	15,39	P.S.	16,36	9,74	21,39 33,71 (3)	26,02	P.S.	35 (1)	2,58	13,75 (2)	1,38	1,74	29,46 (1)	25,12	14,77 (2)	3,50	4,25
P.C.	16,36	16,36	11,23	11,92	15,39	P.C.	16,36	9,74	21,39 33,71 (3)	26,02	P.C.	35 (1)	2,58	13,75 (2)	1,38	1,74	29,46 (1)	25,12	14,77 (2)	3,50	4,25
ALPES-MARITIMES					FINISTÈRE					MAYENNE					SOMME						
U.D.F.	32,81	18,42	18,23	25,15	32,18	35,10	17,56	19,78	25,03	30,64	U.D.F.	38,60	30,50	21,38	30,29	36,28	23,88	22,34	15,80	22,57	26,48
R.P.R.	9,05	20,26	8,93	15,86	20,29	11,59	24,01	9,97	15,96	19,54	R.P.R.	13,33	20,23	12,03	19,78	23,70	13,93	15,89	10,64	14,04	16,48
M.R.G.	0,47	0,47	10,01 (2)	1,64	1,64	31,41 (1)	20,27	14,33 (2)	1,43	2,70	M.R.G.	24,70 (1)	23,67	12,65 (2)	1,85	1,85	41,84 (1)	22,34	15,89	10,64	14,04
P.S.	36,54 (1)	10,86	12,39	16,54 30,54 (3)	16,24	P.S.	20,27	22,22 31,81 (3)	6,15	9,98	P.S.	24,70 (1)	23,67	12,65 (2)	1,85	1,85	41,84 (1)	22,34	15,89	10,64	14,04
P.C.	16,29	16,29	12,39	16,54 30,54 (3)	16,24	P.C.	20,27	22,22 31,81 (3)	6,15	9,98	P.C.	24,70 (1)	23,67	12,65 (2)	1,85	1,85	41,84 (1)	22,34	15,89	10,64	14,04
ARDECHE					GARD					MEURTHE-ET-MOSELLE					TARN						
U.D.F.	27,62	29,57	18,32	25,14	31,54	24,23	16,64	14,15	20,21	25,36	U.D.F.	30,72	27,45	15,61	23,40	29,60	25,43	12,80	15,79	20,94	25,12
R.P.R.	14,30	10,59	8,88	12,55	15,74	10,41	12,74	6,41	11,10	13,72	R.P.R.	8,18	9,13	6,31	10,93	13,78	15,51	23,03	10,23	15,42	18,50
M.R.G.	35,55 (1)	18,34	13,12 (2)	20,09 32,89 (3)	25,21	42,30 (1)	17,50	11,50 (2)	1,37	1,93	M.R.G.	39,02 (1)	20,47	13,12 (2)	1,45	1,82	38,06 (1)	26,35	18,68 (2)	1,95	2,34
P.S.	15,87	15,87	11,77	12,59	15,80	P.S.	17,50	18,50	19,27 40,67 (3)	24,18	P.S.	39,02 (1)	20,47	13,12 (2)	1,45	1,82	38,06 (1)	26,35	18,68 (2)	1,95	2,34
P.C.	15,87	15,87	11,77	12,59	15,80	P.C.	17,50	18,50	19,27 40,67 (3)	24,18	P.C.	39,02 (1)	20,47	13,12 (2)	1,45	1,82	38,06 (1)	26,35	18,68 (2)	1,95	2,34
ARDENNES					HAUTE-GARONNE					MEUSE					TARN-ET-GARONNE						
U.D.F.	26,63	9,85	14,15	20,86	25,53	24,10	12,40	13,92	17,48	22,03	U.D.F.	31,80	30,53</								

DE L'ÉLECTION PRÉSIDENTIELLE

PARIS : la majorité conforte sa prééminence, le P.S. affirme la sienne au sein de la gauche

La capitale a, comme de coutume, moins voté que le reste de la métropole : l'abstentionnisme atteint 22,43 %, soit un taux supérieur à la moyenne nationale, et nettement supérieur à celui qui avait été enregistré en 1974 (17,19 %). Un grand nombre de radiations consécutives à une révision particulièrement sévère des listes électorales a sans doute amplifié le phénomène.

Comme de coutume, l'électorat parisien a réagi de façon très politique et a amplifié les mouvements nationaux. En 1974, cette ville, qui s'était jusqu'à la montrée gaulliste (en offrant notamment, en 1962, tous ses sièges de députés à l'U.N.R.), avait donné largement sa préférence au giscardisme.

En 1981, le fort recul qui affecte le parti communiste confine au désastre : M. Marchais n'obtient que 9,18 % des suffrages exprimés. Ce reflux profite essentiellement à M. François Mitterrand, qui totalise 24,58 % des suffrages exprimés, sans que la gauche progresse pour autant de façon significative. Là apparaît une constante des données politiques de la capitale : la poussée socialiste n'empêche pas la majorité de conforter sa position dominante.

Celle-ci avait, en effet, recueilli 54,70 % lors des élections municipales de 1977, puis 52,02 %

lors des élections législatives de 1978 : elle obtient, cette fois, 56,50 % des suffrages exprimés. L'évolution socio-économique, marquée par la désindustrialisation et le départ des couches populaires, a sans doute, dans la capitale, une large part de responsabilité dans un mouvement qui semble priver la gauche de possibilités d'expansion.

Certes, celle-ci recueille la majorité absolue dans deux arrondissements (les treizième et dix-neuvième) ; certes, M. Mitterrand est en tête dans onze d'entre eux (deuxième, troisième, quatrième, dixième, onzième, douzième, treizième, quatorzième, dix-huitième, dix-neuvième et vingtième) ; mais ces bons résultats ne sauraient masquer une réelle stabilité, puisque la gauche passe de 37,34 % en 1974, score atteint par M. Mitterrand, à 37,69 %, total des voix de gauche du 26 avril (hormis Mlle Laguille, qui passe de 1,56 % à 1,73 %).

L'affrontement gauche-droite est donc moins riche d'enseignements que l'évolution du rapport des forces interne à chaque camp. A l'intérieur d'une majorité dont les rivalités ont paru accroître la vitalité, le R.P.R. demeure le courant politique le mieux placé. Il le doit à son ancien président, qui est surtout le maire de Paris. En effet, même si elle lui a apporté un peu moins de suffrages qu'en 1978, la capitale

a voté pour son maire. Ce dernier a illustré, à Paris, de façon exemplaire, son projet national, qui est d'enrayer le déclin du gaullisme.

En 1974, M. Jacques Chaban-Delmas n'avait obtenu que 13,78 %, faisant pâle figure en regard des 39,54 % de M. Giscard d'Estaing. En 1977, les listes conduites par M. Jacques Chirac avaient obtenu 26,2 % des suffrages exprimés, les listes de M. Michel d'Ornano 22 %. En mars 1978, le R.P.R. avait totalisé 27,17 %, l'U.D.F. 21,66 %. Dimanche, M. Chirac a recueilli 26,96 %, contre 25,96 % à M. Giscard d'Estaing. Ce dernier l'emporte pourtant dans cinq arrondissements : en plus de l'avantage qu'il s'est acquis dans le septième, il conserve la prééminence dans le seizième et le dix-huitième et renverse la tendance dans le sixième et dans le dix-septième.

De son côté, M. Chirac, qui domine la majorité dans tous les autres arrondissements, rétablit la situation en sa faveur dans trois d'entre eux (les douzième, dix-neuvième et vingtième).

Même si le vote « légitimiste » a permis au président sortant de réduire sensiblement l'écart, le maire de Paris, qui n'avait pas mené campagne dans la capitale (hormis le rassemblement du Parc des Princes), recueille les

fruits de sa présence et de son action à la tête de la municipalité.

Dans l'opposition, les résultats illustrent on ne peut plus clairement la réussite de la stratégie des socialistes et, partant, l'échec de celle des communistes : ces derniers sont passés en quatre ans d'une position dominante au sein de la gauche au rôle d'une simple force d'appoint. Depuis un demi-siècle, le P.C. avait affirmé sa prééminence. De 1973 date le début d'un mouvement de lente mais réelle érosion. Celle-ci s'était déjà accentuée en 1978, le P.C. perdant quatre circonscriptions (et totalisant 15,62 % des suffrages exprimés, contre 18,35 % au P.S.). Au lendemain des élections législatives, la direction communiste avait imputé aux responsables fédéraux, en particulier à M. Henri Fiszbin, la responsabilité d'un échec d'autant plus durement ressenti qu'il s'était traduit par un réajustement de la gauche au profit du P.S. Le retrait de M. Fiszbin et la crise qui en est résultée au sein de la fédération de la capitale expliquent, pour une part sans doute non négligeable, l'ampleur du déclin constaté le 26 avril.

Enfin, les écologistes obtiennent, avec M. Brice Lalonde, un résultat (4,06 %) supérieur à leur moyenne nationale et inférieur à celui des élections législatives de 1978 (4,90 %).

JEAN-MARIE COLOMBANI.

Inscr., 1 272 530 ; vot., 987 091
Abst., 285 439 (22,43 %)
Suffr. expr., 975 970
Chirac 263 204 (26,96)
Giscard d'Estaing 253 390 (25,96)
Mitterrand 239 974 (24,58)
Marchais 89 613 (9,18)
Lalonde, 39 713 (4,06) ; Crépeau, 20 728 (2,12) ; Debré, 17 596 (1,8) ; Bouchardeau, 17 529 (1,79) ; Garaud, 17 327 (1,77) ; Laguille, 16 896 (1,73).

1978. — Ins., 1 282 020 ; abst., 38,98 % ; suffr. expr., 755 180. U.F.E., 219 250 (29,03) ; D.I.F.E., 181 219 (23,99) ; P.S.-M.R.G., 141 033 (18,67) ; P.C., 104 034 (13,77) ; Eur. Ecol., 44 783 (5,93) ; Trotsk., 21 428 (2,83).
1978. — Ins., 1 348 520 ; abst., 21,78 % ; suffr. expr., 1 045 128. R.P.R., 288 341 (27,57) ; U.D.F., 235 757 (22,55) ; P.S., 175 067 (16,76) ; P.C., 163 210 (15,61) ; Ecol., 82 692 (7,90) ; extr. g., 36 338 (3,47) ; div., 29 010 ; M.R.G., 22 764 ; extr. dr., 22 405 ; div. maj., 19 477.

1974. — Ins., 1 262 869 ; abst., 17,19 % ; suffr. expr., 1 039 941 ; Giscard, 411 229 (39,54) ; Mitterrand, 388 322 (37,34) ; Chaban, 143 378 (13,78) ; Royer, 32 784 ; Dumont, 24 142 ; Laguille, 16 275 ; Le Pen, 9 728 ; Muller, 5 719 ; Krivine, 335 ; Sobag, 1 978 ; Renouvin, 1 540 ; Héraud, 511.

1^{er} arrondissement
Inscr., 12 959 ; suffr. expr., 9 347
Chirac, 2 871 (30,71) ; Giscard d'Estaing, 2 550 (27,28) ; Mitterrand, 2 055 (21,98) ; Marchais, 603 (6,45) ; Lalonde, 435 (4,63) ; Crépeau, 184 (1,96) ; Garaud, 170 (1,81) ; Bouchardeau, 165 (1,76) ; Debré, 165 (1,76) ; Laguille, 149 (1,59).

1974. — Giscard, 4 873 (41,83) ; Mitterrand, 3 997 (34,27) ; Chaban, 1 612 (13,82) ; Royer, 445 ; Dumont, 298 ; Laguille, 144.

2^e arrondissement
Inscr., 13 776 ; suffr. expr., 9 556
Mitterrand, 2 508 (26,24) ; Chirac, 2 483 (25,98) ; Giscard d'Estaing, 2 407 (25,18) ; Marchais, 929 (9,72) ; Lalonde, 401 (4,19) ; Laguille, 187 (1,95) ; Bouchardeau, 176 (1,84) ; Crépeau, 172 (1,79) ; Debré, 157 (1,64) ; Garaud, 136 (1,42).

1974. — Mitterrand, 4 556 (30,62) ; Giscard, 4 359 (37,91) ; Chaban, 1 448 (12,59) ; Royer, 380 ; Dumont, 232 ; Laguille, 225.

3^e arrondissement
Inscr., 21 497 ; suffr. expr., 15 758
Mitterrand, 4 713 (29,91) ; Chirac, 3 658 (23,21) ; Giscard d'Estaing, 3 557 (22,57) ; Marchais, 1 678 (10,65) ; Lalonde, 710 (4,50) ; Bouchardeau, 356 (2,26) ; Crépeau, 308 (1,95) ; Laguille, 268 (1,70) ; Debré, 261 (1,66) ; Garaud, 249 (1,58).

1974. — Mitterrand, 3 277 (42,95) ; Giscard, 6 856 (35,58) ; Chaban, 2 137 (11,09) ; Royer, 623 ; Dumont, 489 ; Laguille, 334.

4^e arrondissement
Inscr., 20 928 ; suffr. expr., 16 587
Mitterrand, 4 635 (27,94) ; Chi-

rac, 4 474 (26,97) ; Giscard d'Estaing, 3 687 (22,22) ; Marchais, 1 528 (9,21) ; Lalonde, 722 (4,35) ; Bouchardeau, 369 (2,23) ; Crépeau, 309 (1,86) ; Garaud, 308 (1,85) ; Debré, 286 (1,72) ; Laguille, 269 (1,62).

1974. — Mitterrand, 7 735 (39,78) ; Giscard, 7 207 (37,06) ; Chaban, 2 597 (13,35) ; Royer, 613 ; Dumont, 514 ; Laguille, 301.

5^e arrondissement
Inscr., 44 202 ; suffr. expr., 34 005
Chirac, 11 278 (33,16) ; Mitterrand, 8 708 (25,60) ; Giscard d'Estaing, 6 957 (20,45) ; Marchais, 2 046 (6,01) ; Lalonde, 1 716 (5,04) ; Bouchardeau, 925 (2,72) ; Crépeau, 661 (1,94) ; Debré, 604 (1,77) ; Garaud, 575 (1,69) ; Laguille, 535 (1,57).

1974. — Mitterrand, 12 966 (37,14) ; Giscard, 12 803 (36,67) ; Chaban, 5 531 (15,84) ; Dumont, 1 219 ; Royer, 1 059 ; Laguille, 521.

6^e arrondissement
Inscr., 34 499 ; suffr. expr., 25 636
Giscard d'Estaing, 7 756 (30,25) ; Chirac, 7 273 (28,37) ; Mitterrand, 5 769 (22,50) ; Lalonde, 1 182 (4,61) ; Marchais, 1 025 (3,99) ; Debré, 606 (2,36) ; Bouchardeau, 593 (2,31) ; Garaud, 574 (2,23) ; Crépeau, 521 (2,03) ; Laguille, 337 (1,31).

1974. — Giscard, 13 438 (46) ; Mitterrand, 8 307 (28,43) ; Chaban, 4 231 (14,55) ; Royer, 1 163 ; Dumont, 1 052 ; Laguille, 357.

7^e arrondissement
Inscr., 42 322 ; suffr. expr., 31 803
Giscard d'Estaing, 11 131 (34,99) ; Chirac, 10 466 (32,90) ; Mitterrand, 5 215 (16,38) ; Lalonde, 1 146 (3,60) ; Marchais, 971 (3,05) ; Debré, 792 (2,49) ; Garaud, 698 (2,10) ; Crépeau, 630 (1,98) ; Bouchardeau, 482 (1,51) ; Laguille, 282 (0,89).

1974. — Giscard, 19 372 (53,65) ; Mitterrand, 8 038 (22,26) ; Chaban, 5 123 (14,20) ; Royer, 1 504 ; Dumont, 953 ; Laguille, 373.

8^e arrondissement
Inscr., 26 981 ; suffr. expr., 20 957
Chirac, 7 497 (35,77) ; Giscard d'Estaing, 7 160 (34,17) ; Mitterrand, 3 226 (15,39) ; Lalonde, 670 (3,20) ; Marchais, 623 (2,97) ; Debré, 493 (2,35) ; Garaud, 492 (2,35) ; Crépeau, 381 (1,82) ; Bouchardeau, 226 (1,08) ; Laguille, 189 (0,90).

1974. — Giscard, 13 948 (55,95) ; Mitterrand, 5 175 (20,75) ; Chaban, 3 453 (13,63) ; Royer, 1 013 ; Dumont, 634 ; Le Pen, 248 ; Laguille, 223.

9^e arrondissement
Inscr., 36 819 ; suffr. expr., 27 578
Chirac, 8 705 (31,57) ; Giscard d'Estaing, 7 272 (26,37) ; Mitterrand, 6 566 (23,81) ; Marchais, 1 624 (5,89) ; Lalonde, 1 052 (3,81) ; Crépeau, 525 (1,90) ; Garaud, 498 (1,81) ; Bouchardeau,

480 (1,74) ; Laguille, 430 (1,56) ; Debré, 426 (1,54).

10^e arrondissement
Inscr., 49 764 ; suffr. expr., 36 196
Mitterrand, 10 162 (28,07) ; Chirac, 9 614 (26,56) ; Giscard d'Estaing, 8 030 (22,18) ; Marchais, 3 714 (10,26) ; Lalonde, 1 425 (3,94) ; Laguille, 787 (2,17) ; Crépeau, 724 (2) ; Bouchardeau, 645 (1,78) ; Debré, 556 (1,54) ; Garaud, 539 (1,49).

1974. — Mitterrand, 17 562 (41,62) ; Giscard, 14 525 (34,42) ; Chaban, 6 077 (14,40) ; Royer, 1 336 ; Dumont, 338 ; Laguille, 730.

11^e arrondissement
Inscr., 79 028 ; suffr. expr., 61 230
Mitterrand, 17 579 (28,71) ; Chirac, 15 075 (24,62) ; Giscard d'Estaing, 13 823 (22,57) ; Marchais, 7 381 (12,05) ; Lalonde, 2 437 (3,98) ; Crépeau, 1 292 (2,11) ; Laguille, 1 228 (2,01) ; Bouchardeau, 1 183 (1,93) ; Debré, 919 (1,50) ; Garaud, 853 (1,39).

1974. — Mitterrand, 30 508 (45,24) ; Giscard, 21 736 (32,23) ; Chaban, 8 969 (13,30) ; Royer, 1 946 ; Dumont, 1 394 ; Laguille, 1 233.

12^e arrondissement
Inscr., 81 922 ; suffr. expr., 64 685
Mitterrand, 17 027 (26,32) ; Chirac, 16 360 (25,29) ; Giscard d'Estaing, 15 780 (24,40) ; Marchais, 6 181 (9,56) ; Lalonde, 2 915 (4,51) ;

Crépeau, 1 527 (2,36) ; Debré, 1 245 (1,92) ; Laguille, 1 236 (1,91) ; Bouchardeau, 1 218 (1,88) ; Garaud, 1 196 (1,85).

1974. — Mitterrand, 27 210 (39,82) ; Giscard, 24 947 (38,51) ; Chaban, 8 860 (14,43) ; Royer, 2 181 ; Dumont, 1 494 ; Laguille, 1 104.

13^e arrondissement
Inscr., 94 554 ; suffr. expr., 73 474
Mitterrand, 21 988 (29,89) ; Chirac, 15 320 (20,85) ; Giscard d'Estaing, 15 028 (20,45) ; Marchais, 10 414 (14,17) ; Lalonde, 3 251 (4,42) ; Bouchardeau, 1 797 (2,44) ; Crépeau, 1 702 (2,31) ; Laguille, 1 582 (2,15) ; Debré, 1 209 (1,64) ; Garaud, 1 203 (1,63).

1974. — Mitterrand, 32 684 (47,69) ; Giscard, 20 745 (30,26) ; Chaban, 8 738 (12,74) ; Royer, 1 846 ; Dumont, 1 611 ; Laguille, 1 348.

14^e arrondissement
Inscr., 84 581 ; suffr. expr., 63 640
Mitterrand, 17 273 (27,14) ; Chirac, 16 361 (25,70) ; Giscard d'Estaing, 15 015 (23,59) ; Marchais, 5 985 (9,40) ; Lalonde, 2 839 (4,46) ; Crépeau, 1 449 (2,27) ; Bouchardeau, 1 391 (2,18) ; Debré, 1 158 (1,81) ; Laguille, 1 116 (1,75) ; Garaud, 1 053 (1,65).

1974. — Mitterrand, 27 202 (39,86) ; Giscard, 24 012 (36,32) ; Chaban, 9 586 (14,09) ; Royer, 2 088 ; Dumont, 1 713 ; Laguille, 1 033.

15^e arrondissement
Inscr., 139 379 ; suffr. expr., 107 862
Chirac, 30 391 (28,18) ; Giscard d'Estaing, 29 463 (27,32) ; Mitter-

rand, 25 665 (23,80) ; Marchais, 7 434 (6,89) ; Lalonde, 4 531 (4,20) ; Crépeau, 2 494 (2,31) ; Debré, 2 173 (2,01) ; Garaud, 2 146 (1,99) ; Bouchardeau, 1 923 (1,78) ; Laguille, 1 632 (1,51).

1974. — Giscard, 43 941 (40,94) ; Mitterrand, 39 227 (36,82) ; Chaban, 15 317 (14,27) ; Royer, 3 480 ; Dumont, 2 561 ; Laguille, 1 487.

16^e arrondissement
Inscr., 103 598 ; suffr. expr., 82 632
Giscard d'Estaing, 32 025 (38,75) ; Chirac, 28 644 (34,66) ; Mitterrand, 11 358 (13,75) ; Lalonde, 2 413 (2,92) ; Garaud, 1 924 (2,33) ; Marchais, 1 902 (2,30) ; Debré, 1 777 (2,15) ; Crépeau, 1 335 (1,61) ; Bouchardeau, 736 (0,89) ; Laguille, 518 (0,63).

1974. — Giscard, 51 748 (59,92) ; Mitterrand, 46 240 (56,49) ; Chaban, 12 519 (14,25) ; Royer, 2 754 ; Dumont, 2 091 ; Le Pen, 660 ; Laguille, 715.

17^e arrondissement
Inscr., 102 172 ; suffr. expr., 79 198
Giscard d'Estaing, 32 025 (38,75) ; Chirac, 24 139 (30,48) ; Mitterrand, 15 787 (19,91) ; Marchais, 4 951 (6,25) ; Lalonde, 2 979 (3,76) ; Crépeau, 1 704 (2,15) ; Garaud, 1 546 (1,95) ; Debré, 1 541 (1,95) ; Laguille, 1 069 (1,35) ; Bouchardeau, 1 060 (1,34).

1974. — Giscard, 40 112 (46,31) ; Mitterrand, 26 336 (30,30) ; Chaban, 12 217 (14,10) ; Royer, 2 967 ; Dumont, 1 990 ; Laguille, 1 152.

18^e arrondissement
Inscr., 112 148 ; suffr. expr., 82 575

Mitterrand, 21 741 (26,33) ; Giscard d'Estaing, 20 433 (24,74) ; Chirac, 19 132 (23,16) ; Marchais, 10 514 (12,73) ; Lalonde, 3 334 (4,04) ; Laguille, 1 875 (2,27) ; Crépeau, 1 722 (2,08) ; Bouchardeau, 1 376 (1,67) ; Debré, 1 232 (1,49) ; Garaud, 1 216 (1,47).

1974. — Mitterrand, 40 179 (43,67) ; Giscard, 31 156 (33,86) ; Chaban, 12 273 (12,94) ; Royer, 2 787 ; Laguille, 1 758 ; Dumont, 1 708.

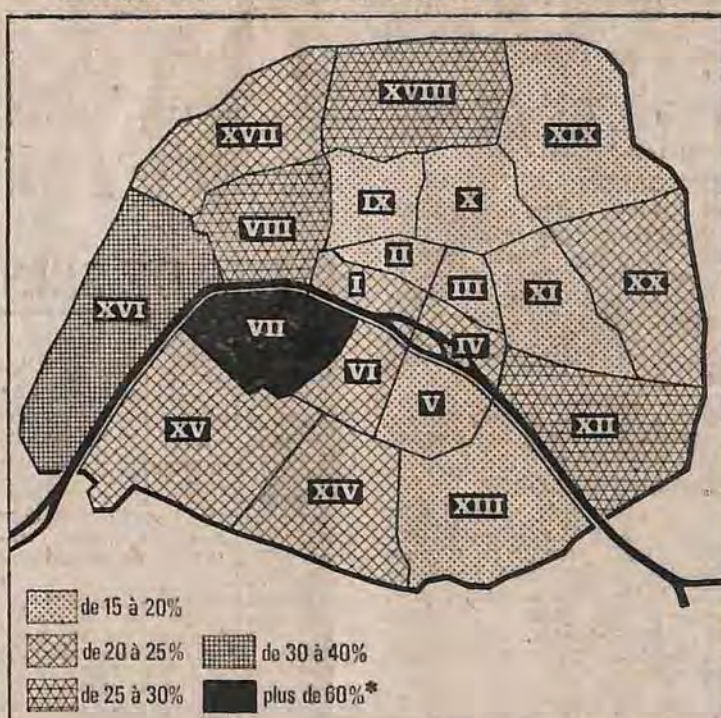
19^e arrondissement
Inscr., 80 239 ; suffr. expr., 62 317
Mitterrand, 17 875 (28,68) ; Chirac, 13 870 (22,25) ; Giscard d'Estaing, 12 454 (19,98) ; Marchais, 9 808 (15,73) ; Lalonde, 2 505 (4,01) ; Laguille, 1 514 (2,42) ; Crépeau, 1 376 (2,20) ; Bouchardeau, 1 115 (1,78) ; Debré, 915 (1,46) ; Garaud, 885 (1,42).

1974. — Mitterrand, 27 318 (47,33) ; Giscard, 17 648 (30,57) ; Chaban, 7 232 (12,33) ; Royer, 1 619 ; Laguille, 1 235 ; Dumont, 1 124.

20^e arrondissement
Inscr., 92 181 ; suffr. expr., 70 929
Mitterrand, 20 174 (28,44) ; Chirac, 15 588 (21,98) ; Giscard d'Estaing, 14 980 (21,09) ; Marchais, 10 302 (14,52) ; Lalonde, 3 050 (4,30) ; Crépeau, 1 712 (2,41) ; Laguille, 1 693 (2,39) ; Bouchardeau, 1 313 (1,85) ; Debré, 1 071 (1,51) ; Garaud, 1 061 (1,50).

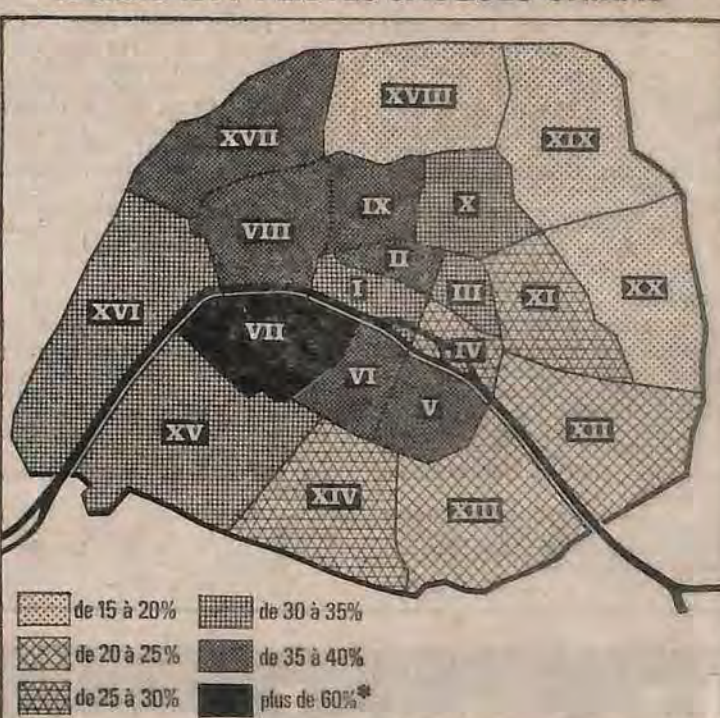
1974. — Mitterrand, 35 411 (47,26) ; Giscard, 23 315 (31,11) ; Chaban, 9 418 (12,57) ; Royer, 1 871 ; Laguille, 1 563 ; Dumont, 1 516.

13 mars 1977 : LISTES MICHEL D'ORNANO



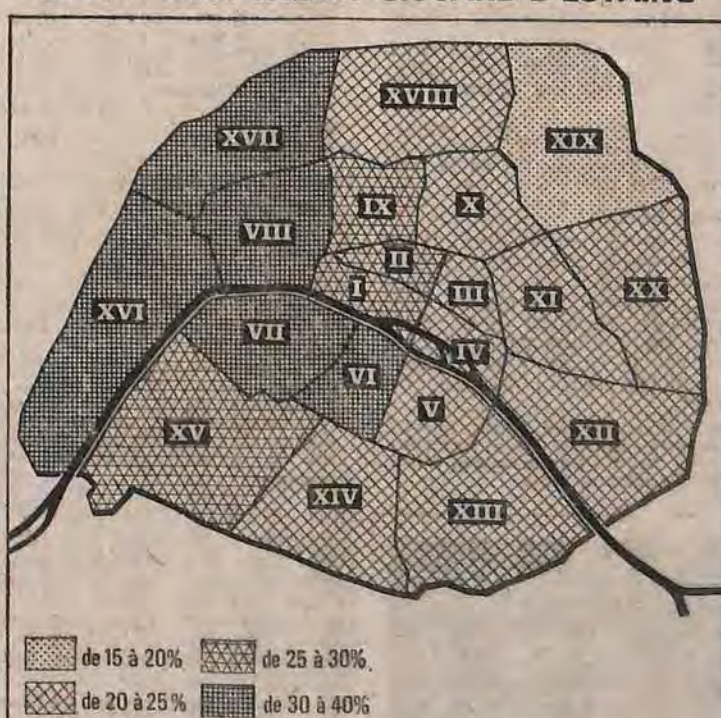
* Dans le VII^e arrondissement, la majorité était représentée par une liste unique.
Le pourcentage des voix est calculé par rapport aux suffrages exprimés.

13 mars 1977 : LISTES JACQUES CHIRAC



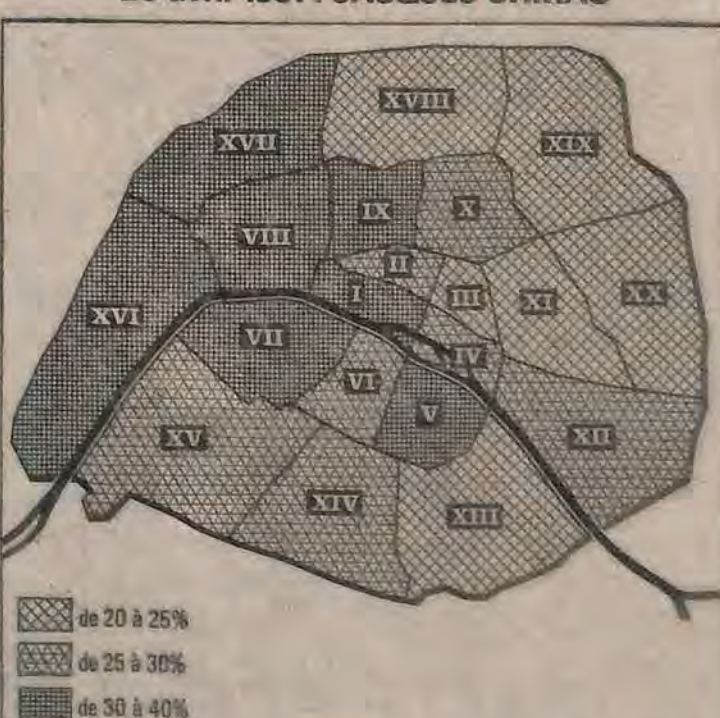
* Dans le VII^e arrondissement, la majorité était représentée par une liste unique.
Le pourcentage des voix est calculé par rapport aux suffrages exprimés.

26 avril 1981 : VALÉRY GISCARD D'ESTAING



Le pourcentage des voix est calculé par rapport aux suffrages exprimés.

26 avril 1981 : JACQUES CHIRAC



Le pourcentage des voix est calculé par rapport aux suffrages exprimés.

ABRÉVIATIONS

abst. : abstentions.
ins. : inscrits.
suff. exp. : suffrages exprimés.
vot. : votants.

1979

DEF. INTER-PROF. : Liste d'union de Cén-tense interprofessionnelle pour une France indépendante dans une Europe solidaire, conduite par MM. Malaud, Médécin et Poujade.
D.I.F.E. : Liste pour la Défense des intérêts de la France en Europe conduite par M. Jacques Chirac.
E.E.E. : Liste Emploi-Egalité-Europe conduite par M. Jean-Jacques Servan-Schreiber.
Eurodroite : Liste de l'Union française pour l'Eurodroite conduite par M. Jean-Louis Tixier-Vignancour.
Eur.-écol. : Liste Europe-écologie conduite par Mme Solange Fernex.
P.C.F. : Liste du parti communiste français conduite par M. Georges Marchais.

P.S.-M.R.G. : Liste du parti socialiste et du Mouvement des radicaux de gauche conduite par M. François Mitterrand.

Trotsk. : Liste pour des Etats unis socialistes d'Europe conduite par Mlle Arlette Laguille (Lutte ouvrière) et M. Alain Krivine (Ligue communiste révolutionnaire).

U.F.E. : Liste d'union pour la France en Europe conduite par Mme Simone Veil.

1978

div. : Divers,

UN JOUR DANS LE MONDE

2 à 31. - PREMIER TOUR DE L'ELECTION PRÉSIDENTIELLE.

- 2 à 6. La physionomie du scrutin.
- 7. Les réactions des milieux politiques, syndicaux et de la presse parisienne.
- 8. Comparaison des scrutins de 1974 à 1981.
- 9 à 14. Les résultats à Paris et dans la région parisienne.
- 15. Ain à Alpes-Maritimes.
- 16. Ardèche à Bouches-du-Rhône.
- 17 à 21. Calvados à Drôme.
- 22 à 23. Indre-et-Loire à Maine-et-Loire.
- 24 et 25. Manche à Nord.
- 26 et 27. Oise à Rhône.
- 28 et 29. Haute-Saône à Vaucluse.
- 30. Vendée à Territoire de Belfort.
- 31. DOM-TOM.

ÉTRANGER

- 32 - EUROPE
- IRLANDE DU NORD : M. Bobby Sands décide de poursuivre sa grève de la faim.
- 32 - ASIE
- AFGHANISTAN : du blé américain pour Kaboul ?
- 32 - AFRIQUE
- MAURITANIE : les militaires reprennent le contrôle du gouvernement.
- 33 - PROCHE-ORIENT
- La visite du chancelier Schmidt en Arabie Saoudite.
- LIBAN : l'armée syrienne tente de reprendre les crêtes dominant la plaine de la Bekaa.
- 33 - AMÉRIQUES

SOCIÉTÉ

- 34. JUSTICE.
- CULTURE
- 41. ARCHITECTURE : Site contre Le Corbusier.
- CINÉMA.

ÉCONOMIE

- 46. TRANSPORTS : les aiguilleurs du ciel se plaignent de leurs mauvaises conditions de travail.

RADIO-TELEVISION (43) INFORMATIONS « SERVICES » (43)

Météorologie ; Mots croisés ; « Journal officiel ».
Annonces classées (35 à 40) ; Carnet (44) ; Programmes spectacles (42) ; Bourse (47).



LE NOUVEAU CHIC : TISSUS "COUTURE" A DES PRIX DE REVE!

L'ELITE PAS CHÈRE DES ÉTOFFES
LES ÉCONOMIES "SUPER-CHICS"
LES BONNES AFFAIRES ÉLEGANTES
PLUS DE GOUT POUR MOINS D'ARGENT
LE "LUXE EN TROUVAILLES"
LES "MEILLEUR MARCHÉ"
EN VOGUE

LAINAGES DE PRINTEMPS
SOIES EXCLUSIVES
IMPRIMÉS DE CHARME
(depuis 18,50 F le mètre)
COTONS SUISSES
TISSUS HABILÉS

RODIN
36, CHAMPS-ÉLYSÉES - PARIS

LE SECOND TOUR DE L'ÉLECTION PRÉSIDENTIELLE

Vu de la rue de Marignan...

M. Valéry Giscard d'Estaing a réuni son état-major de campagne lundi en milieu de matinée, rue de Marignan. Derrière le parti pris de sérénité et de confiance qui prévalait au sein de cet état-major apparaissait, non dissimulée, la volonté de ne pas minimiser la difficulté de la partie désormais engagée. Le sort de l'élection est entre les mains du président sortant. Un « sans faute » de sa part est désormais indispensable. Certes, on le sait capable de placer les « sans faute » au bon moment (comme en 1974 et en 1978) mais, cette fois, comme le dit l'un de ses proches, « c'est un face-à-face de funambules : le premier qui tousse !... »

Cela dit, on recense, rue de Marignan, les éléments qui pourrout jouer en faveur de M. Giscard d'Estaing. Ces éléments sont les suivants :

— La campagne du premier tour, sectorielle, délicate, contraignante — puisqu'il fallait à la fois répondre prudemment aux attaques de M. Chirac et ménager la majorité, — n'offrait pas au président en exercice le meilleur terrain. Il sera plus à son aise pour le deuxième tour, face à un seul adversaire...

— Les résultats font apparaître des évolutions qui ne vont pas nécessairement dans le sens de la logique électorale « rétablie » : M. Giscard d'Estaing obtient, ici ou là, des résultats satisfaisants dans des régions où la crise économique sévit durement. Le chômage n'a pas « dominé » le vote.

— Les reports des voix gaulistes : quelle que soit l'attitude adoptée par les dirigeants du R.P.R. après la prise de position de M. Chirac, les élus de ce parti ne « suivront » pas si cette attitude n'est pas clairement favorable au président sortant. Les parlementaires du R.P.R. ne souhaitent pas se trouver dans quelques semaines face à des

électeurs qui leur demanderaient des comptes après l'échec du chef de l'Etat et la dissolution de l'Assemblée.

— L'orientation des communistes. A la remarque selon laquelle la chute du P.C.F. délivre M. Mitterrand de l'« épouvantail communiste » et accroît les chances du candidat du P.S., on répond, rue de Marignan, en développant deux arguments. En premier lieu, le parti de M. Marchais, « dans l'état où il est », ne peut souhaiter des élections législatives à brève échéance : il risquerait d'être laminé. En conséquence, il ne se montrera guère enclin à contribuer à la victoire de M. Mitterrand puis-que celui-ci provoquerait immédiatement des élections anticipées.

En second lieu, le P.C.F., affaibli, principale victime de ce premier tour, ne peut prendre le risque de paraître baisser les bras. Or ce serait baisser les bras que de ne pas revendiquer, plus haut et plus clair que jamais, des garanties sur le nombre des ministres communistes. Donc M. Marchais fera campagne, et, s'il fait campagne, il n'est pas évident que M. Mitterrand soit délivré de son « épouvantail »...

En fin de compte, un parcours tendu et plus difficile que prévu pour le « citoyen-candidat ». Un parcours que les giscardiens et le chef de l'Etat lui-même souhaitent voir culminer dans un « face-à-face » avec le candidat socialiste. M. Giscard d'Estaing et son état-major s'appliquent en effet à paraître convaincus de tirer grand bénéfice de telles rencontres.

Reste la campagne elle-même : elle a recommencé dès lundi avec un voyage à Dole et Dijon, elle se poursuit vendredi avec une visite dans le Midi, dimanche avec un meeting à la porte de Pantin à Paris et la semaine prochaine avec une tournée dans le Sud-Ouest.

NOËL-JEAN BERGEROUX.

... et de la rue de Tilsitt

M. Jacques Chirac, qui ne cachait pas, en privé, à la fin de la semaine dernière, que son score pourrait bien être de l'ordre de 18 ou 19 %, a cependant pris le temps de la réflexion pour faire connaître son attitude à l'égard du second tour.

Par sa déclaration de lundi matin, il a choisi la formule minimale et celle qui préserve le mieux sa liberté de manœuvre pour l'avenir. Il n'était, naturellement, pas question, malgré la convergence de ses attaques contre le bilan du septennat avec celles de M. Mitterrand, que le maire de Paris prit position en faveur du candidat socialiste.

Mais après une campagne de trois mois fort critique, observant une attitude quasi opposicionnelle depuis août 1976 à l'égard du président sortant, il ne pouvait pas davantage être question pour lui de se lancer activement dans la bataille du second tour aux côtés de M. Giscard d'Estaing.

Ces deux éventualités extrêmes ont été écartées sans même qu'il ait été besoin de les discuter. L'hostilité au parti socialiste et, à son premier secrétaire est, depuis les débuts de la V^e République, une constante de l'attitude gaulliste, même si ce réflexe, au fil des ans, tend à s'émousser. Les préventions à l'égard de M. Giscard d'Estaing et au « centrisme », voire au « capitalisme sauvage », même appelé « libéralisme avancé », qu'il incarne, se sont exacerbées au fil du septennat, même si la quasi-totalité des électeurs de M. Chirac accepte le type de société actuel.

NOUVELLES BRÈVES

● La Communauté européenne a ouvert, ce lundi 27 avril, une représentation à Canberra (Australie). — (A.F.P.)

● La Chine a marqué implicitement, lundi 27 avril, sa désapprobation à l'égard de la levée par les Etats-Unis de leur embargo céréalière à l'encontre de l'U.R.S.S. Un porte-parole chinois a estimé que « des considérations intérieures pourraient ne pas être étrangères » à « cette mesure concernant les relations internationales, qui constitue un message digne d'attention ». Chine nouvelle assure que les justifications américaines à ce sujet sont « manifestement insoutenables ». Elle rejette, en particulier, l'argument selon lequel la levée de l'embargo a été rendue possible par l'absence d'intervention soviétique en Pologne. Cet embargo « impose, en raison de l'invasion soviétique en Afghanistan, rien à voir avec la situation en Pologne », estime l'agence. — (A.F.P.)

● La fille aînée de M. Reagan se marie pour la troisième fois. — Mme Maureen Reagan, fille aînée du président américain, a épousé, samedi 25 avril, à Beverly Hills, un employé d'une étude juridique, M. Dennis Revell. Mme Maureen Reagan, dont c'est le troisième mariage, est âgée de quarante ans et son nouvel époux de vingt-huit ans. Le président Reagan, qui se remet lentement de la tentative d'assassinat dont il a été victime le 30 mars, n'était pas présent, les médecins lui ayant interdit tout voyage. — (A.F.P.)

PLUS que JAMAIS...

la barbe

c'est l'affaire des spécialistes
TOUS LES RASOIRS
ELECTRIQUES OU MECANIKES
DIDIER-NEVEUR

39, rue MARBEUF — Tél. 225-61-70
Suc. 20, rue de la Paix, PARIS-8^e - 2^e

La journée de protestation des immigrés

LE P.S. DÉNONCE

« UNE POLITIQUE

QUI DÉSHONORE NOTRE PAYS »

Un « jeune national de protestation » contre les expulsions de jeunes immigrés a été organisé dans plusieurs villes de France, samedi 25 avril, pour soutenir les trois grévistes de la faim de Lyon. Après le télégramme de soutien de M. François Mitterrand, candidat à l'élection présidentielle, le P.S. réaffirme à cette occasion sa solidarité « contre une politique qui déshonore notre pays ».

Les réactions favorables au mouvement de grève de la faim poursuivi à Lyon depuis le 2 avril par le Père Christian Delorme, le pasteur Jean Costil et un jeune travailleur algérien continuent de se multiplier. Samedi matin, à Paris, une cinquantaine de personnes se sont rassemblées sur le parvis de Notre-Dame, assises à l'intérieur d'un cercle de valises portant l'étiquette : « Expulsé ». Plusieurs manifestants étaient ballonnés d'un foulard pour symboliser « la situation de non-droit des immigrés ». Cette action a été soutenue par de nombreuses organisations humanitaires ou antiracistes, dont le Mouvement contre le racisme et pour l'amitié entre les peuples (MRAP), la Ligue internationale contre l'antisémitisme (LICRA), l'Union parisienne C.F.D.T. et le parti socialiste. MM. Jean Le Garrec, membre du bureau exécutif du P.S., Jean Rossin, conseiller de Paris, Jean Perraudon, secrétaire de la commission immigrés du P.S., ont réaffirmé samedi « la totale solidarité du parti socialiste », déclarant dans un communiqué : « Il faut que cesse immédiatement cette pratique scandaleuse des expulsions. Chaque jour, des jeunes se retrouvent dans une situation dramatique. Le parti socialiste mobilisera toutes ses forces pour lutter contre une politique qui déshonore notre pays ».

Des actions de solidarité ont eu lieu dans toute la France dans le cadre de cette journée nationale de protestation, notamment à Lyon, à Lille, à Marseille, à Grenoble, à Montargis, etc. A l'étranger, on note aussi les prises de position du clergé catholique d'Algérie ou celles du Centre socio-culturel des Ligues belges pour la défense des droits de l'homme, qui ont envoyé une lettre à M. Christian Bonnet, ministre de l'intérieur.

ANDRÉ PASSERON.

DÉCEPTION

A LA BOURSE DE PARIS

« Ce n'est pas la catastrophe, mais ce n'est pas la joie non plus » : tels étaient les commentaires des familiers de la corbeille lundi en début d'après-midi à la Bourse de Paris.

A vrai dire c'était même une nette déception, à la mesure de l'optimisme un peu échevelé de la semaine précédente. Certains boursiers, tablant sur l'« effet Chirac » ne voyaient-ils pas les deux chefs de file de la majorité se livrer bataille au second tour des élections après l'élimination de François Mitterrand ? C'était prendre ses désirs pour des réalités et du coup on retombe de haut. Mais dans l'immédiat la corbeille ne s'est pas laissée aller à une nervosité exagérée, du moins pas encore. « Rien n'est encore joué », estiment les professionnels qui n'ont noté aucune fuite de l'épargne.

Il faudra donc attendre les prochains sondages et les affrontements télévisés entre les deux candidats pour se faire une opinion, et encore ! Mais qu'il est dur pour un marché financier d'être en proie à l'incertitude et de ne plus savoir très bien quoi faire ! — F. R.

Le numéro du « Monde » daté 26-27 avril 1981 a été tiré à 581 081 exemplaires.

Dans l'Essonne

UNE VINGTAINNE DE TUNISIENS FONT LA GRÈVE DE LA FAIM POUR OBTENIR LA RÉGULARISATION DE LEUR SITUATION

Vingt et un immigrés tunisiens font la grève de la faim depuis le 22 avril dans une salle paroissiale de l'église Saint-Paul, à Massy (Essonne), pour obtenir la régularisation de leur situation. Ils font partie d'un groupe de quelque soixante-dix locataires d'un foyer Sonacotra de la rue Ampère, dans la même ville, et d'un autre foyer situé à Verrières-le-Buisson (Essonne) qui avaient été interpellés par les forces de l'ordre le 3 avril. Trois d'entre eux, détenteurs de faux passeports, avaient été expulsés immédiatement du territoire, et soixante-cinq autres, dépourvus de cartes de séjour et de travail — mais généralement possesseurs de bulletins de salaire et d'une carte de Sécurité sociale — se sont vu enjoindre de quitter le pays dans les quarante-huit heures, bien que certains travaillent en France depuis plusieurs années.

M. Claude Germon, maire socialiste de Massy, membre du secrétariat national du P.S. et de la commission exécutive de la C.G.T., est intervenu en leur faveur auprès du sous-préfet, et les grévistes de la faim ont reçu l'appui des sections locales de la C.G.T., de la C.F.D.T. et de F.O., ainsi que de la Ligue des droits de l'homme et de diverses formations de gauche et d'extrême gauche.

● Les maires des cantons de Bordes-Louron et d'Arreau (Hautes-Pyrénées), dans la proportion de dix sur treize, ont confirmé samedi 25 avril, au préfet, leur décision de donner leur démission pour protester contre la résiliation d'une convention qui devait permettre la création d'une station de ski dans leur circonscription. Des délégations spéciales ont été mises en place par le préfet pour assurer le déroulement normal du scrutin dans les communes concernées.

Anglais?
prochaine
session intensive
4 mai
325.41.37
I.L.C. - International Language Centre
20, passage Dauphine 75006 Paris

NEUBAUER
PEUGEOT-TALBOT
PRIX SPÉCIAL
SUR VÉHICULES
D'EXPOSITION - 0 KM
Téléphonez à M. Rolland
766-02-44.

A B C E F G H

Le Monde
publiera demain

- ARABIE SAOUDITE : Début d'une enquête d'Éric Rouleau.
- LIBAN : Page « Idées ».
- LA FORMATION DES JEUNES : Début d'une enquête d'Edwy Plenel.
- SCIENCES : Les recherches sur les piles solaires.
- MÉDECINE : L'état du système des soins.
- RÉGIONS : Dossier sur la protection de la nature.

ANGLAIS : COURS D'ÉTÉ
En ANGLETERRE (Cambridge), aux ETATS-UNIS (Berkeley/San Francisco et Cambridge/Boston)

- Hébergement sur le campus universitaire.
- En Angleterre, cours intensifs de 2, 3 ou 4 semaines, en groupes de 5 à 6 personnes.
- Aux Etats-Unis, cours intensifs ou semi-intensifs de 3 ou 4 semaines, en groupes de 10 à 12 personnes.

Nous organisons également des cours d'été pour l'ALLEMAND en Allemagne, à Augsburg et Regensburg.

Pour tous renseignements et inscriptions concernant ces cours, veuillez nous téléphoner au 260-53-70, ou nous envoyer ce bon à l'adresse ci-dessous :

LANGUAGE STUDIES - 350, rue Saint-Honoré - 75001 PARIS
Tél. : 260-53-70 Téléc. : 513.535 LSF PAR.

Nom, prénom
Age, profession
Adresse
désire recevoir une documentation sur les cours d'été.

**VOUS AVEZ UN METIER
VOUS AVEZ UNE IDEE
MAIS PAS DE CAPITAUX!**

G.E.I.C.A.
296.41.12 +
vous donne la possibilité
de réaliser tous vos projets.

G.E.I.C.A. (Groupement d'Encouragement de l'Industrie, du Commerce et de l'Artisanat) 56 bis, rue du Louvre Paris 2^e
DOCUMENTATION GRATUITE